

DU
BILLET NON CAUSÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 20 Mars 1912, à 2 heures 1/2

PAR

VINTILA ALEXANDRESCO

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur
Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
 { *PLANOL, professeur*

PARIS (5°)
M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

DU
BILLET NON CAUSÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

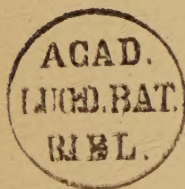
Présentée et soutenue le Mercredi 20 Mars 1912, à 2 heures 1/2

PAR

VINTILA ALEXANDRESCO

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
PLANOL, professeur



PARIS (5°)
M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1912

DU BILLET NON CAUSÉ

INTRODUCTION

Dans la théorie des actes juridiques il n'est guère de notions dont l'importance soit plus grande que celle du motif de la volonté. La question du billet non causé s'y rattache étroitement comme faisant partie de la cause qui est au motif ce que l'espèce est au genre.

Nous allons rechercher la validité de cette forme de contracter, abstraite, puisqu'elle ne contient pas la cause de l'obligation conventionnelle. Nous allons essayer d'argumenter contre la solution admise par la jurisprudence et la majorité des auteurs modernes, qui considèrent ces sortes de billets comme faisant preuve complète d'une cause qu'ils ne contiennent pas, et nous invoquerons contre cette validité les anciennes traditions et les principes généraux en matière de preuve.

I

DROIT ROMAIN

I

Nous nous proposons de rechercher les règles du droit romain relatives à la cause envisagée comme but immédiat et apparent de la volonté de l'homme s'appliquant à la création d'effets juridiques.

La législation primitive des Romains s'était préoccupée exclusivement de la cause efficiente des droits ; la nécessité de la cause finale reconnue plus tard par les jurisconsultes, et consacrée par le droit prétorien, ne fut pas considérée, dès l'origine, comme un principe fondamental applicable à toutes les conventions. Par une élaboration lente et successive s'établirent peu à peu les préceptes juridiques qui sont devenus la base du droit privé moderne en cette matière. Il n'est dans les textes, question de la cause qu'inci-

demment et la reconstitution du système sous-entendu par les diverses dispositions éparses dans les lois romaines ne va pas sans grande difficulté. Quoi qu'il en soit, de nombreux textes impliquent évidemment la nécessité d'une cause finale à tout effet juridique émané de la volonté humaine. Il est à remarquer d'ailleurs que cette notion de cause finale a trouvé un terrain peu propice dans le formalisme des premiers temps. Comment pouvait-on concilier ces deux notions si opposées, celle du contrat abstrait des premiers âges et la cause finale ? Comment donner satisfaction aux exigences de l'équité, qui veut qu'on remonte jusqu'à la cause naturelle de l'obligation, sans s'arrêter à la formule, qui ne fait que constater et confirmer l'obligation mais ne la crée pas. Il a fallu pour cela toute la subtilité des jurisconsultes et l'ingéniosité du droit prétorien qui sut introduire par des voies détournées la notion de cause finale à l'accès direct de laquelle le droit civil s'opposait formellement.

II

La cause du contrat c'est son élément générateur, c'est ce qui fait que le contrat se forme et devient susceptible d'une sanction par l'exercice d'une action en justice. Cet élément générateur dans tous les con-

trats, c'est le consentement des parties ; il arrive qu'on ne puisse pas toujours, savoir, en fait, quand les parties ont échangé leurs consentements dans l'intention sérieuse de s'obliger, et qu'on ne soit pas toujours en mesure de fournir la preuve de cette intention. Ces deux inconvénients inhérents aux organisations sociales chez qui l'administration de la preuve n'a pas encore reçu un développement satisfaisant, démontrent le lien intime qui existe entre la notion de la cause formelle et la notion de la preuve.

Le consentement des parties est toujours indispensable au contrat : « Est pactio duorum pluriumve in idem placitum consensus » (L. I § 2 ff. de Pactis) ; mais ce consentement ne suffit pas en règle générale, pour faire naître un contrat, c'est-à-dire une convention productrice d'obligation en vertu de la règle aussi ancienne que le droit romain, et encore vivante dans le dernier état de la législation : « Nuda pactio obligationem non parit. Ex pacto actio nascitur » (L. 3 §§ 4 et 5, « De pactis » II, 14).

En droit romain pour qu'une convention devienne un contrat il faut qu'au consentement se joigne une cause efficiente, il faut que le législateur l'ait distinguée des autres conventions en la sanctionnant par voie d'action et qu'elle ait reçu une dénomination consacrée par la loi.

Suivant les différentes espèces de convention on retrouve ce principe générateur. Pour les « legitimæ

conventiones » elles portent en elles-mêmes un signe particulier qui sert à les faire reconnaître immédiatement et à les distinguer des autres conventions. Leur essence propre consiste dans une forme spéciale de manifestation de volonté compatible avec les résultats les plus divers, et pouvant donner à toute disposition arbitrairement choisie, la plus complète efficacité. Ce sont des conventions solennelles par opposition aux conventions non solennelles dont la nature propre et l'efficacité n'ont point leur principe dans la forme mais dans le contenu même de l'acte. Pour ces conventions non solennelles appelées « *juris gentium conventiones* », l'efficacité doit leur venir d'un principe extérieur, qui les renforce et qui n'est que leur *causa*.

Ulpien s'exprime ainsi à ce sujet :

Pr. « *Juris gentium conventiones quaedam actiones pariunt quaedam exceptiones* ».

§ 1. « *Quae pariunt actiones, in suo nomine non stant, sed transeunt in proprium nomen contractus, ut emptio venditio.* »

§ 2. « *Sed et si in alium contractum res non transeat subsit tamen causa, eleganter Aristo Celso respondit, esse obligationem...* »

§ 4. « *Sed cum nulla subest causa praeter* (1) *con-*

(1) Meilleure est la leçon d'Haloander, *praeter*, que la leçon florentine *propter*. Voir pour l'opinion des auteurs touchant cette leçon : Schulting, *Notæ in Dif.*, t. I, p. 330, Savigny, *Dr. des Obl.*, t. II, § 72.

ventionem hic constat non posse constitui obligationem. Igitur nuda pactio obligationem non parit, sed parit exceptionem. »

Cette cause, grâce à laquelle la convention sort de la classe des simples pactes pour entrer dans celle des contrats, peut être la « res » ou le « consensus ».

On appelle « re contracta obligatio » la convention qui se conclut ayant à sa base la tradition d'une chose, et par laquelle celui qui reçoit, s'oblige à restituer ce qu'il a reçu. Il y a deux catégories absolument distinctes de contrats réels : D'un côté le « mutuum », de l'autre le « commodat », le dépôt et le gage (1). Dans le « commodat », le dépôt et le gage, la « res » n'est qu'une condition de la formation du contrat, et cette condition remplie, le consentement des parties opère avec la même liberté et la même puissance que dans les contrats consensuels. Au contraire, dans le « mutuum », la « res », quoique également exigée par la nature des choses, a toute la valeur d'une solennité civile : comme les paroles dans le « contrat verbis », comme l'écriture dans les « contrats litteris » elle limite à ce qu'elle contient, la portée et les effets du consentement : ce qu'il y a dans la dation déterminera exactement la mesure de l'obligation. Le « Mutuum » présente quelque

(1) Dans le premier la res est une traditio translativa de propriété, dans les autres elle consiste dans une simple remise matérielle.

chose du caractère artificiel des contrats formels, tandis que le « commodat », le dépôt et le gage se rapprochent plutôt des contrats consensuels.

On entend par contrat consensuel la convention dans laquelle le seul échange de consentement engendre une action, sans aucune intervention de *causa* extrinsèque ; c'est un pacte mis hors de pair pour des considérations d'utilité pratique aisément apparentes.

III

La majorité des interprètes ont donné à cet élément générateur des contrats romains le nom de « *causa civilis* » ; mais ils ne sont d'accord ni sur l'étendue d'application du principe, ni sur la terminologie.

D'après Vernet (1) la « *causa civilis obligationis* » est « le fait ou la réunion des faits qu'aux yeux du droit civil sont nécessaires et suffisants, pour que ce droit civil attache une action au droit du créancier ».

Donc, en ce qui concerne les contrats « qui re perficiuntur », la « *causa civilis* consiste dans un fait ou dans la tradition d'une chose et, dans le « *mutuum* », elle consiste en une dation ; elle consiste ordinaire-

(1) Textes choisis sur la théorie des obligations en droit romain, p. 8-12 et 163-165.

ment pour le « contrat verbis » dans la formalité de la stipulation et pour les « contrats litteris » dans la rédaction de certains écrits solennels. Dans les contrats consensuels, elle repose soit sur leur caractère synallagmatique, soit sur leurs éléments concrets, sur ce que Vernet appelle, le « nomen contractus ». En faveur de sa théorie, il cite un romaniste du moyen-âge qui définit le pacte nu : « nudum pactum id est non vestitum causa vel nomine ad procreandam actionem efficaci » (1).

D'après M. Girard (2) cette théorie a le tort de mettre sur le même rang les écritures du contrat littéral et les paroles du contrat verbal, qui sont des véritables conditions de forme imposées par le législateur, et la remise matérielle de la chose dans les contrats réels, qui n'est imposée que par la nature même.

D'après Accarias, cette expression ou ne signifie rien, ou bien désigne un élément de création légale. En ce sens les contrats « verbis et litteris » ont effectivement une « causa civilis », c'est ce qu'Ulpien exprime sous une autre forme en les appelant « conventiones legitimæ ». Mais transportée dans la matière des contrats réels ou consensuels cette théorie n'a plus rien d'exact,

(1) Thomasius, *Dissertationum*, t. II, p. 141, dissert 36. Thes 1.

(2) Girard, *Manuel de dr. rom.*, p. 439, Cf. Gide, *Revue pratique de dr. fr.*, 1865, t. XIX, p. 237 et Accarias, *Théo. des contrats innomés et explic. du titre de Præscriptis verbis du digeste*, p. 5-10.

si ce n'est à l'égard du « mutuum ». Dans les contrats réels c'est la « res » qui constituerait la « causa civilis », mais cette « res » ou tradition n'est exigée que par la nature des choses. En ce qui concerne les contrats consensuels, il n'y a là qu'obscurité et subtilité ; non seulement la théorie de la « causa civilis » est fausse comme théorie générale, mais la dénomination même, que les interprètes ont voulu lui donner ici n'est pas romaine. Ce n'est que dans un seul texte qu'on rencontre cette expression (L. 49, § 2, De pecul XV, 1) où elle désigne simplement une cause productive d'obligation civile. Dans un autre passage on trouve « causa civilis » pour signifier une cause d'obligation purement naturelle (L. 3, § 7, Qued quisq. jur. 11, 2).

Cette « causa civilis » serait ce qu'on appelle aujourd'hui la cause efficiente ou formelle. Le législateur français ne s'en est généralement pas occupé. Dans le droit romain la « causa civilis », avait une double fonction ; elle pouvait servir à la fois de cause efficiente finale, comme dans le « mutuum », où la numération des espèces « datio », était en même temps cause efficiente et cause finale de l'obligation de l'emprunteur.

En droit français il en est tout autrement, le prêt ne se forme que s'il y a numération des espèces et c'est ce qui constitue la cause finale, mais ce qui a donné naissance au contrat c'est l'accord des parties

qui constitue seul la cause efficiente, abstraction faite des deniers. Par suite la théorie du droit romain et celle du droit français sont tout à fait dissemblables ; mais la théorie romaine de la cause efficiente des obligations conventionnelles est encore susceptible de recevoir certaines applications dans le droit français : Elles se rencontrent dans les contrats solennels, où le consentement des parties n'est plus une cause efficiente suffisante pour engendrer un lien de droit ; cette solennité, que la loi exige en plus de l'accord des volontés pourrait être comparée à la « *causa civilis* » romaine (1).

IV

Donc, pour découvrir la cause d'un contrat formel qui dans sa validité en est indépendant, il faut chercher cette cause dans les formalités même de l'acte, formalités qui au commencement du droit étaient une réalité et qui plus tard ne furent qu'une apparence de réalité (2).

(1) Demolombe, *Cours de code civil*, L. III, tit. III, chap. II, p. 333 et suiv.

(2) L'existence de la cause a été un élément essentiel du *nexum* tant que la pensée des deniers a été réelle, dès qu'exista la monnaie frappée, la pesée est devenue fictive comme en matière de mancipation.

Dans ces contrats, le débiteur est obligé à raison de l'accomplissement des solennités prescrites pour chaque contrat et quoiqu'il arrive, il est lié par ces solennités; qu'il se soit engagé sans cause ou pour une cause illicite ou immorale, peu importe, le contrat n'en est pas moins formé. Il existe par lui-même indépendamment des raisons qui en ont déterminé la conclusion; c'est ce qu'on appelle un contrat *abs-trait* (1).

Pour que sa validité dépendit de sa cause ou de son motif, il faudrait qu'on fit de cette cause ou de ce motif une condition du contrat, cela n'était pas possible dans tous les contrats formels, mais l'était toujours dans le contrat « *verbis* ». Souvent les stipulations contenaient toutes les conditions dont l'utilité était de préciser à quoi l'on s'obligeait.

Les contrats non solennels, à la différence des contrats formels, ne sont que des contrats concrets, soustraits à la règle « *ex pacto actio non nascitur* » sous la condition de rassembler en eux certains éléments parmi lesquels une cause réelle et licite. Il n'est donc aucun besoin de faire de l'existence de cette cause une condition de formation du contrat. Cette précaution ne serait utile que, en ce qui concerne le motif. Au point de vue de la preuve ces derniers contrats entraînent peut-être des complications, d'où leur infé-

(1) V. Girard, *Manuel de Droit romain*, p. 454.

riorité trop notoire, et trop souvent proclamée, pour que nous ayons à vanter les avantages des contrats formels (1).

Dans les contrats non formels l'existence d'une cause réelle et licite se trouve en fait toujours impliquée parmi les éléments du contrat. Que ce soit dans les contrats synallagmatiques où la cause de l'obligation d'une des parties est l'objet de l'obligation de l'autre, ou que ce soit dans les conventions unilatérales exceptionnellement munies d'action, dans le « mutuum » par exemple où la numération des deniers qui est la cause de l'engagement de l'emprunteur est un des éléments essentiels du contrat, ou dans le constitut où l'existence d'une obligation préexistante, en raison de laquelle on fixe un jour de paiement, est un des éléments essentiels du pacte prétorien.

Si des contestations naissent au sujet de la cause de ces contrats, c'est au créancier qu'incombe la preuve de la réalité de cette cause.

V

L'exemple le plus saillant des contrats formels est la stipulation qui constitue d'ailleurs plutôt une

(1) V. Saleilles, *Essais d'une Théorie générale des obligations* d'après le *Droit allemand*, p. 275-86, nos 259-263.

forme contractuelle qu'un contrat. Ulpien le dit dans les termes suivants : « In stipulationibus conventionabilibus contractui contrahentes forma dant » (1). Cette forme était d'une application universelle. Toute volonté de s'obliger pouvait se réaliser ainsi comme l'indique Justinien : « Quarum totidem genera sunt quot pene dixerim, rerum contrahendarum » (2). Lorsqu'on voulait conclure une de ces conventions que le droit civil n'avait pas élevées à la hauteur de contrats, on était obligé de recourir à ce mode de contracter, de même lorsqu'on voulait nover une obligation antérieure il n'y avait d'autre moyen auquel recourir. La stipulation servait encore à rendre une donation valable et de façon générale les Romains préféraient user de ce moyen pour conclure une convention obligatoire par elle-même. Ainsi c'est à l'aide de stipulations qu'on effectuait les prêts, ou les ventes, puisque l'usage était de considérer le contrat consensuel comme provisoire tant qu'il n'avait pas revêtu les formes de la stipulation. Nous concluons donc en disant que la stipulation est le contrat romain par excellence, que tous les autres contrats ne sont que des exceptions. Elle est le moule où l'on coule la volonté pour la rendre obligatoire. Elle fournit au contrat une sanction nouvelle (3).

(1) Ulpien, 52, D. De Verb. oblig.

(2) Yustinien, Inst. de Div. stip., § 3.

(3) V. Gide, *Etude sur la novation*, p. 128 et Accarias, n° 494, du *Precis* et p. 10 et 11 de la *Théorie des contrats innommés*.

Il ne faut pas attribuer cette préférence que les Romains ont accordée à la stipulation au fait d'avoir méconnu, de parti pris, la cause naturelle. Il serait excessif de croire que l'idée de cause formelle ou naturelle les ait jamais préoccupés (1). C'est plutôt à cause de leur respect extrême pour les anciennes formes, dont la stipulation était parmi les plus vieilles, que les Romains lui ont accordé une préférence si marquée.

Un tel contrat n'est pas susceptible d'interprétation. On doit s'attacher exclusivement au contenu des « verba, in stipulationibus verba ex quibus obligatio oritur inspicienda sunt » (2). On n'a pas à se préoccuper des circonstances dans lesquelles la convention est intervenue, ni de celles qui l'ont précédée, ni de celles qui l'ont suivie. Si la stipulation procède d'un consentement libre, elle vaut par elle-même ; « stat per se sua vi et protestate constat », on n'a pas à rechercher quelle est sa cause. Notons cependant que cette façon d'interpréter le caractère de la stipulation n'est pas adoptée par tous les auteurs. Liebe (3) entre autres, tout en reconnaissant que la force obligatoire de la stipulation dépend de la forme qui l'accompagne,

(1) On exagère souvent la puissante faculté d'abstraction des Romains, v. Jhering., *Esprit du Droit romain*, t. IV, p. 20.

(2) Paul 126, § 2, de Verb. oblig.

(3) Liebe, *Die stipulation und das einfache Verprechen* 1840, §§ 6 et 7, cf. Bähr *Anerkennung*, § 6.

considère cet effet comme le résultat de l'intention présumée des parties ; donc, pour lui, les solennités employées ne font que représenter l'absolue volonté du débiteur de s'engager quoiqu'il puisse arriver. Il enseigne que la stipulation constituant un acte créateur de droit au profit d'autrui, doit être complétée par une cause. Cette cause appartient nécessairement à l'une des trois catégories d'où dérivent toutes les acquisitions de biens. Il faut donc, pour qu'une stipulation ait pleine validité, qu'elle soit conclue « *donandi causa, solvendi causa, ou credendi causa.* » Il n'en a peut-être pas été ainsi, d'après Liebe, dans les anciens temps, mais il en fut ainsi de façon certaine à l'époque vers laquelle on abandonna la direction purement formelle où l'on commença à s'occuper du contenu matériel des rapports légaux (1).

L'opinion de Liebe et celle de Brinz et Savigny (2) arrivent aux mêmes résultats. Elles aboutissent à re-

(1) On s'est souvent mépris sur les adoucissements apportés à la forme de la stipulation dans le dernier état du droit romain pour croire qu'elle aurait dégénéré en une convention non solennelle (Leyser spec. XXXIX med 5. Les auteurs qui le refutent sont cités par Glück, 4, § 312, note 35). Dans la Nov. Leonis, 72, on nous prévient contre cette erreur.

(2) Les idées de Liebe ont été réfutées par : Savigny, *Droit des obligations*, t. II, § 78, Rudorff, Windscheid, Brinz, *Pandekten* II, § 248, notes 26-32. Se sont ralliés aux idées de Liebe : Puchta, *Pandekten*, § 257, Cours publiés, § 257, *Institutes*, 3, § 271, n° 4, Gneist, *Conventions solennelles*.

pousser la stipulation dont la cause est erronée ou défectueuse; la seule différence qui existe entre ces théories réside dans la voie suivie par leurs auteurs pour arriver à leurs conclusions.

Voyons de quelle façon les anciens auteurs romains repoussaient la stipulation reposant sur une cause défectueuse.

Gaius (1) : « Si stipulatus sim a te pecuniam tanquam credenti causa numeraturus nec numeraverim, nam eam pecuniam a te peti posse certum est; dare enim te oportet cum ex stipulatu teneris. Sed quia iniquum est te eo condemnari, placet per exceptionem doli mali te defendi debere. »

Paul (2) « Si falso existimens damnatum dare, promississet, agentem doli mali exceptione summoveet », »

Ulpien prévoit à peu près tous les cas d'absence de cause : « Circa primam speciem; quibus ex causis exceptio doli locum habeat, paer sunt quae tractari possunt : Si quis sine causa ab aliquo fuerit stipulatus deinde ex ea stipulatione experiatur exceptio utique doli mali ei nocebit : licet enim eo tempore quo stipulatur nihil dolo malo admiserit, tamen dicendum est eum, cum litem contestatur, dolo facere, qui perseveret ex ea stipulatione petere. Et si cum interpone retur, justam causam habuit, tamen nunc nullam ido-

(1) Gaius, 4, § 115.

(2) Paul 5, § I de *Act. empt. et vend.*

neam causam habere videtur, Proinde et si creditam pecuniam stipulatus est nec creditit. Et si certa fuit causa stipulationis, quae tamen aut non est secula, aut finita est, dicendum erit nocere exceptionem ».

Tous ces auteurs autorisent de combattre une stipulation mal fondée par une exception de dol, ce qui ne serait pas du tout nécessaire si l'existence d'une stipulation était subordonnée à celle d'une cause réelle et licite. Cette exception de dol n'est basée que sur un enrichissement sans cause et non sur la cause, élément essentiel des obligations conventionnelles. D'où les conséquences suivantes :

Lorsque la cause de la stipulation est un prêt, on n'a pas à s'inquiéter de savoir si ce prêt est réel. Rien bien entendu n'empêche le débiteur de prouver l'inexistence du prêt et de faire anéantir la stipulation ; mais jusqu'à preuve contraire la stipulation est parfaitement valable, sans qu'on soit obligé d'approfondir la cause qui lui a servi de point de départ. De même que dans un contrat synallagmatique où chaque stipulation doit être considérée isolément, quand la stipulation a pour objet une chose illicite, le juge n'a pas le droit de prendre en considération la corrélation qui existe entre ces deux objets, l'un licite et l'autre illicite. Ce qu'il doit examiner c'est de savoir si l'un des objets est licite en soi, et si oui, il condamne le promettant à l'exécuter (1).

(1) Accarias, n. 499.

Ce système qui fait abstraction de la cause doit avoir ses avantages incontestables puisqu'il existe encore aujourd'hui dans certaines législations étrangères surtout en matière commerciale (1).

Supposons un créancier qui se présente devant le juge. Il n'a pas stipulé et sa créance est une créance naturelle. Or une créance naturelle ne peut se concevoir abstraction faite de sa cause naturelle. Impossible par conséquent de la soumettre au juge sans lui soumettre du même coup le contrat tout entier. Que va-t-il en résulter ? Puisque le créancier ne sera en mesure de gagner son procès qu'à deux conditions, celle en premier lieu d'indiquer la cause naturelle de sa créance et de prouver cette cause, celle ensuite, s'il veut obtenir l'exécution du contrat à son profit, d'exécuter lui-même ses propres obligations. Il en résulte que ces liens indissolubles qui rattachent une créance à sa cause naturelle seront autant d'entraves pour le créancier dans la poursuite de son droit. Le moyen le plus simple pour se débarrasser de ces entraves était tout trouvé, c'était la stipulation (2). « Sciendum est om-

(1) Voir les discussions relativement aux avantages de la promesse abstraite au IX Congrès des juris. allemands en 1871. Windsheid Pand, § 412 C., note 2, Regelsberger dans l'Handbuch d'Endemann, II. p. 491 et 5 et surtout Hesse Über das Wesen und die Arten der Vestrage des hente gen Römischen Rechts 1868. Ihéring Geist der Rom Rechts, III, p, p. 215 et 3, IV, p. 20.

(2) Gide, *Etude sur la novation*, p. 128 et s.

nes stipulationes natura sui cautionales esse ; hoc enim agitur in stipulationibus ut quis cautior sit et securor interposita stipulatione (1). Mais, l'emploi le plus fréquent de la stipulation eut lieu en matière de mutuum. De tous les temps on a préféré à l'action qui résultait du mutuum, c'est-à-dire la *condictio ex mutuo*, l'action née de la stipulation à savoir la *condictio ex stipulatu*. « Cum pecuniam mutuam dedit quis sine stipulatione, et ex continenti fecit stipulationem, unus contractus est. Idem erit dicendum, et si ante stipulatio facta est, mox pecunia numerata sit (2). Quotiens mutuam pecuniam dantes, eadem stipulamur, non duae, obligationes nascuntur, sed una verborum (3). Cum enim pecunia mutua date stipulamur, non puto obligationem numeratione nasci, et deinde eam stipulationem novari : quia id agitur ut sola stipulatio teneat et magis implendae stipulationis gratio numeratio intelligenda est fieri (4).

La raison de cette préférence était bien simple : en cas de mutuum le prêteur était obligé pour intenter son action de prouver l'existence du mutuum, c'est-à-dire la numération des deniers, chose qui n'était pas toujours facile, ne pouvant se faire que par témoins. Au contraire, rédiger un écrit pour constater une stipu-

(1) Ulpien, 1, § 4, de *stip, præt.*

(2) Ulpien, 6, § 1, de *Novat.*

(3) Paul, 126, § 2, de *Novat.*

(4) Pomponius, 7, de *Novat et Delag.*

lation était moins compliqué et plus expéditif. Certains auteurs(1) expliquent la préférence des Romains pour « l'actio ex stipulatu » par la raison qu'elle est de droit strict, mais le *mutuum* avait plus d'une ressemblance avec les contrats du *jus civile*, quoique contrat non formel il tenait plutôt du caractère artificiel des contrats formels.

A côté, et en plus de l'intérêt qu'on pouvait avoir d'employer la stipulation, on était dans la nécessité d'y recourir, toutes les fois qu'il s'agissait de prouver les intérêts de la dette. Il eut été difficile en effet de demander à des témoins d'attester une numération qui n'était pas complètement réelle, le « *mutuum* » s'opposant formellement à ce qu'on payât davantage que ce qu'on avait reçu. On échappait à cette difficulté en rattachant la créance à une stipulation.

Nous avons terminé avec ce que nous voulions démontrer savoir l'intérêt qu'il y a à dégager le contrat de sa cause. Nous allons exposer les circonstances dans lesquelles s'effectuaient les prêts à Rome pour nous faire une idée de la situation du débiteur qui était à la merci de son banquier. Lorsqu'on demandait une somme en « *mutuum* », le banquier exigeait avant de livrer les fonds, une stipulation. Précaution très utile pour les prêteurs car, ouvrant des crédits, ils ne savaient jamais si le jour où leurs deniers sorti-

(1) Accarias, n. 384, *in fine* Gide, p. 26, note 1.

ront de leur caisse il leur serait encore possible d'obtenir un billet de la part du débiteur. Mais cette précaution rendait d'autre part la situation du débiteur bien précaire. En effet, le prêteur une fois qu'il avait obtenu la reconnaissance de la stipulation pouvait refuser d'effectuer la numération sans que le souscripteur de la reconnaissance eut un moyen quelconque de se défendre contre la poursuite de remboursement, en alléguant que le prêt n'avait pas été effectué. Le billet constatait une stipulation et le promettant ne pouvait s'y soustraire.

VI

Avec les progrès du sens de l'équité c'est la cause réelle, la cause philosophique et rationnelle qui tend à se substituer à la cause formaliste du droit civil. Les contrats formels restent toujours dans leur naissance indépendants de leur cause, mais la philosophie des jurisconsultes et le droit prétorien sont arrivés tout au moins à en paralyser l'effet, quand ils ont été conclus sans cause ou pour une cause illicite.

Le prêteur accorde une exception de dol à celui qui ayant promis sans cause ou pour une cause mensongère, serait poursuivi. En plus de ce moyen de défense, il lui fournit un moyen offensif baptisé « con-

dictio sine causa ». Son objet était de répéter le billet souscrit avec la formule de stipulation et de contraindre le créancier à lui donner la quittance : « condicere obligationem, condicere liberationem » (1). Les principes du droit civil étaient respectés, car ces deux moyens supposent l'existence de l'obligation. Opposer l'« exceptio doli », c'est reconnaître que l'affirmation de l'adversaire « Aio mihi dare oportere » est en elle-même incontestable. Intenter la « conditio sine causa », c'est reconnaître implicitement qu'on est obligé ; car si l'on n'était pas obligé, on n'aurait pas besoin d'exiger une quittance et la « conditio » serait sans objet (2). Mais quoique détournés, ces deux moyens ne manquèrent pas de transformer complètement la stipulation. Ainsi, rien ne s'opposait plus à ce qu'on pût atteindre l'opération réelle dissimulée derrière la stipulation. Dorénavant il sera beaucoup plus difficile d'éluder la loi du Sénatus consulte Macédonien relative aux fils de famille. En effet, s'il était prouvé que la cause de l'obligation fût non une stipulation mais un « mutuum » le senatus consulte devait recevoir son application (3).

(1) 1 D. de conditio sine causa ; 1 D. Ut in poss. leg. Julien D. 12,7 Decond. sine causa, 3 ; Conditione consequi possunt ut liberentur.

(2) Gide, p. 28-29, V. aussi Brissaud, thèse, p. 56.

(3) 3, § 4, 4 à 6, D. De Senatus Cons. macéd. Accarias, n° 591, 1° ; Gneist, *de causæ probatione stipulationis*, p. 16. .

Le danger des obligations sans cause était beaucoup atténué par ces procédés, mais il existait toujours des cas assez nombreux où le débiteur était dans l'impossibilité d'opposer l'exception de dol ou d'exercer la « *condictio sine causa* », ce danger était complètement évité pour les contrats non formels dont la naissance était subordonnée à une cause réelle et licite. Les abus devaient se commettre trop souvent, si l'on tient compte d'abord des conditions dans lesquelles s'effectuaient les prêts et ensuite des difficultés insurmontables qu'éprouvaient les débiteurs à se défendre en invoquant la non numération contre une caution souscrite.

VII

Les jurisconsultes s'en émurent et se décidèrent à remédier à cet état de chose. Ils étaient en droit de tenir ce raisonnement : Une présomption est basée sur une généralité de faits, sur le « *plerum que fit* », le fait de causer pour stipulation une créance qui ne procédait que d'un « *mutuum* » était tout ce qu'il y avait de plus général. Il ne leur restait qu'à revenir à l'ancien ordre de preuve, c'est-à-dire considérer dorénavant cette vérité si longtemps méconnue, que la dette procédait non de la stipulation, qui n'était dans ce cas

qu'une superfétation, mais d'un « mutuum ». Par suite de ce retour au mode habituel des preuves, le créancier était obligé pour intenter la « condictio ex mutuo » d'établir d'abord la réalité du prêt, c'est-à-dire la numération des deniers. Puisqu'il était connu de tout le monde que derrière la stipulation se dissimulait un prêt et que cette dissimulation avait pour but de faciliter la preuve de ce prêt, rien ne s'opposait à ce qu'on tint compte dorénavant de cette habitude pour présumer le prêt chaque fois qu'on rencontrait une stipulation. C'est ce qui a donné lieu à l'exception « non numeratæ pecuniæ ». A proprement parler, c'était plutôt une exception de « mutuum » que la loi présumait toute faite. La situation était identique à celle de l'« exceptio » de dol dans les contrats de bonne foi. La loi finit donc par ne plus tenir compte des anciennes formalités des paroles et des écritures et par présumer que l'opération juridique était un « mutuum » et partant, pour exiger du créancier la preuve de cette réalité.

Ce n'est pas qu'il faille admettre comme on l'a prétendu (1) que la loi tint compte des abus qui se commettaient et qu'elle se méfiât des banquiers. Elle n'avait aucune raison de douter de la bonne foi des prêteurs plus que de celle des emprunteurs.

(1) Monnier N, R. H. 1900, pp. 171-176, v. Ortolan. *Explication historique des Instituts*.

Le seul but fut d'imposer un retour à l'ordre habituel de la preuve si longtemps éludé. Le motif que donne une constitution des empereurs Dioclétien et Maximien c'est que raisonnablement une négation ne se prouve pas : « Cum inter eum qui factum adseverans, onus subiit probationis, et negantem numerationem (cujus naturali ratione probatio nulla est) et ob hoc ad petitorem ejus rei necessitatem transferentem, magna sit differentia » (1). Combien de difficultés devait éprouver le débiteur à se défendre contre une obligation prise sans cause ! Rien au contraire n'était plus facile aux créanciers que de s'assurer une preuve de la numération. Une constitution de l'empereur Justin confirmée par Justinien décide que la présomption de non numération était exclue toutes les fois que le débiteur avait constaté comme accompli le fait de la numération.

Quant aux origines de cette réforme on ne peut guère assigner une date certaine. On la trouve mentionnée dans une constitution de 197 de Sévère et Caracalla, mais le rapprochement d'une autre version de la même constitution rapportée, prouve que c'est par une interpolation. Le premier texte sûr exprimant cette réforme est la constitution d'Antonin Caracalla de l'an 215. Il est probable qu'elle n'a pas été réalisée d'un coup. Peut-être au début n'a-t-elle pu être appli-

(1) Cod. 4, 30 De non-Num. pec. 40 const. Dioclet et Maxim.

quée qu'aux procès tranchés « *extra-ordinem* » (1). On pourrait s'expliquer de cette façon, la raison pour laquelle cette réforme importante n'a jamais pu être rattachée à un acte législatif précis. On comprendrait mieux aussi le fait de l'insertion dans une formule d'une exception dont la preuve n'incombait pas au défendeur. Toujours par là on s'expliquerait que dans la même circonstance on pût opposer l'exception de dol et « l'exceptio non numeratæ pecuniæ. Si fidejussor conventus, cum ignoraret non fuisse debitori numeratam pecuniam, solverit ex causa fidejussionis, an mandati judicio persequi possit id quod solverit quæritur? Et si quidem sciens prætermiserit exceptionem vel doli, vel non numeratæ pecuniæ, videtur dolo versari : dissoluta enim negligentia prope dolum est (2) ». Ulpien en donne la raison : l'exception de dol ne pouvait être opposée aux ascendants ni aux patrons, et l'appellation « d'exceptio non numeratæ pecuniæ a été créé spécialement pour ne pas rendre les descendants et les affranchis victimes de la supercherie de leurs ascendants et de leurs patrons : « *Adversus parentes patronosque, neque doli exceptio, neque alia quidem quæ patroni parentisque opinionem apud bonos mores suggillet, competere potest ; im factum tamen erit excipiendum : ut si forte pecunia non numerata dicatur, objiciatur exceptio pecuniæ*

(1) C'est l'opinion de M. A. Pernice.

(2) Ulpien, 29, D. Mandati vel contra.

non numeratæ » (1). Sans doute, il ne pouvait être question de la véritable exception de dol soumise à la nécessité de la preuve, mais on peut conclure que l'« exceptio non numeratæ pecuniæ » est une transformation de l'« exceptio doli », transformation lente, ce qui expliquerait qu'on ne soit en mesure de la rattacher à aucune disposition législative. L'appellation d'« exceptio non numeratæ pecuniæ » ayant l'avantage de caractériser la circonstance qui donnait naissance à l'exception fut employée même dans les cas où n'existait entre les deux *rei* aucun lien de parenté ou de patronage et dans les Institutes de Justinien on ne retrouve que cette dénomination : « Idem juris est si quis credenti causa pecuniam stipulatus fuerit, neque numeravit ; nam eam pecuniam a te petere posse eum certum est, dare enim te oportet, quum ex stipulatione tenearis, sed quia iniquum est eo nomine te condemnari, placet per exceptionem pecuniæ non numeratæ te defendi debere » (2). On peut faire valoir cette : « querela non numerata pecuniæ » en opposant, au moment des poursuites, une exception : « Exceptione opposita seu doli seu non numeratæ pecuniæ compellitur petitor probare pecuniam tibi esse numeratum : quo non impleto absolutio sequetur » (3).

(1) Ulpien, 4, § 16, de Dol. mal. et met exc.

(2) Justinien, Inst. liv. IV, tit. XIII, § 2, c'est le texte modifié de Gains, 4, § 115.

(3) C. h. t. III.

C'est le seul texte, le plus ancien qui parle du nouveau système et de l'exception de dol ; dans tous les autres textes, il ne s'agit plus que de l'exception « non numeratæ pecuniæ ». Un autre mode de mise en œuvre de la « querela » était de ne pas attendre le moment des poursuites et de réclamer le billet signé au moyen d'une « *condictio : Per conductionem obligationem repetere... potestis* » (1). « *Reddi tibi cautionem præsidiali notione pastulare potes* » (2). On pouvait même, sans aucune autre formalité, renier le billet par une protestation adressée à l'adversaire ou au magistrat. L'existence de cette protestation est attestée déjà dès le III^e siècle. Ce moyen a été réorganisé par Justinien (3) et il est fait allusion à cette contestation dans une constitution d'Alexandre Sévère de l'an 228 (4) ; elle est expressément visée par Dioclétien (5) : « *In testando Juri paritum sit* » (6) Habitam contestationem monstrando, mentionnée aussi par Théodose, Honorius et Constance en 421 (7).

On a imposé au débiteur qu'il conteste sa dette dans un délai déterminé, considérant son inaction ou son silence comme un aveu confirmant les allégations

(1) C. h., T. 7.

(2) C. 4, 9. De cond. ex lege, 4.

(3) C. h., t. 14, 4.

(4) C. h., t. 8, 1.

(5) C. h., t. 9.

(6) C. 4, 9, De cond. ex lege, 4.

(7) C. Th. 2, 27. Si cert. pet. ex chir. 1, 4.

de l'écrit. Toute preuve contraire était interdite : « Sin vero legitimum tempus excessit in querimoniam creditoré minime deducto, omnimodo heres ejus et si puprrielussit, debitum solvere compelletur » (1). Donc, même dans le cas de minorité, on ne pouvait attaquer l'acte que par une « integrum restitutio ». La durée de ce délai, d'après une constitution de Dioclétien, était avant lui d'un an et a été portée par lui à cinq ans : « exceptionem non numeratæ pecuniæ non anni sed quinquennü spatio deficere nuper censuimus » (2). La première allusion à ce délai est faite par Alexandre Sévère ; mais elle ne mentionne pas la durée. Le terme sous Justinien est réduit à deux ans. Cet empereur décida entre autres que ce délai ne courrait plus contre les mineurs (3). Il a étendu cette exception aux prêts de toutes autres choses que de l'argent, « alie res », et à deux autres situations juridiques qui lui semblaient présenter les mêmes risques. En premier lieu, celui qui a reconnu avoir reçu un paiement ou une partie seulement, s'il est resté nanti du titre, était admis à mettre la preuve du paiement à la charge du débiteur. La durée de cette exception était de trente jours (4). En second lieu, Justinien accorda

(1) Al. Sévère, C. h. t, 8, 2.

(2) C. Herm. De Caut. et non num pec. (Krueger Coll. lib. 2, p. 234).

(3) C. 2, 40 (41). Ex quibus causis, 5.

(4) L. 14, § 3, C. De non num, pec.

cette exception au mari qui, ayant déclaré dans l' « instrumentum » dotale que la dot lui avait été remise, pouvait, malgré cet aveu, invoquer l'exception et être présumé ne rien avoir reçu. La durée était d'une année à partir de la dissolution du mariage (1). Postérieurement à la promulgation de son code, Justinien réduisit l'exception à trois mois pour le cas où le mariage aurait duré plus de deux ans et la supprima complètement lorsqu'il se serait prolongé au-delà de dix ans.

On possédait le moyen de prolonger les délais à l'infini par une dénonciation faite dans les deux ans, disposition très utile pour ne pas forcer le débiteur à prendre l'initiative d'une poursuite peut-être vaine.

Cette présomption « non numeratæ pecuniæ » n'existait pas toutes les fois que le débiteur aurait constaté comme accompli le fait de la numération. L'exception n'était donc en vigueur qu'à l'égard des écrits silencieux sur la cause de l'obligation ou se référant à une numération future. On trouve cette décision dans une disposition de l'empereur Justin confirmée par Justinien.

(1) L. 3, C. De dot caut. non num ; V. 13. L. 14, § 4, in fine, C. de non num pec.

VIII

Nous avons parlé jusqu'ici de billets souscrits par la partie qui s'obligeait, il n'en a pas été ainsi de tous les temps ; ce n'est qu'au milieu du I^{er} siècle (1) qu'on vit s'introduire dans l'empire l'usage des titres probatoires empruntés à la pratique hellénique. Auparavant, c'était le créancier qui, lorsqu'il sortait une somme de sa caisse, ne manquait pas de mentionner ce fait dans ses registres. Cela constitue l'ancien contrat « litteris ». Dans ce contrat « litteris », la cause susceptible d'amener et de justifier l'expensilation peut être, de même que pour la stipulation, un fait préexistant, ou quelque engagement antérieur à tenir, ou encore l'accomplissement d'une intention de libéralité qui motive l'autorisation de porter sur le registre telle somme comme « expensa ». L'obligation nouvelle contractée « litteris » opère novation de l'ancienne mais si le contrat « litteris » intervient immédiatement à la suite d'un « mutuum » (2), les deux

(1) Dans les rapports entre citoyens, dans les quittances de Pompéi. Il se rencontre ensuite au II^e siècle dans des titres de Transylvanie, dans des contrats de louage de service. Très fréquent dans les compilations juridiques à partir du III^e siècle, Paul D. 12, 1. De R. C., 40. Modestin, 22, 1. De usur, 41, 2. Girard, Textes pp. 815, 822.

(2) Ulpien et Pompinus ne le disent que pour la stipulation, mais il faut l'appliquer aussi dans les contrats litteris.

actes n'en font qu'un et il n'y a plus de novation, il en est ainsi aussi, lorsque l'expensilation est consentie par pure libéralité.

Ce qu'on pourrait se demander c'est si le « contrat litteris », comme la stipulation est susceptible d'intervenir par suite d'une cause future. Sa destination n'était pas précisément celle-ci, puisqu'il avait pour objet de supprimer une opération de pesage et un « mutuum » tenus pour accomplis ; mais si en fait, un « contrat litteris » a eu lieu, mais sans une cause qui le justifie, quelle influence l'absence de cause exercera-t-elle sur sa validité ? On peut répondre que le principe de droit commun gouvernant tous les contrats formels s'appliquera aussi au « contrat litteris » ; une fois que les écritures consacrées auront été passées, le droit strict ne s'occupera pas des circonstances qui auront amené la conclusion des parties ; l'écriture présente, voilà pour le droit strict, la cause qui lie les parties.

Il existait encore une forme abstraite qui correspondait peut-être le mieux au contrat abstrait d'aujourd'hui. Cette forme ne nous est connue que par la constitution dans laquelle Justinien l'abolit pour le commerce juridique ordinaire, en la restreignant passivement aux marchands et aux banquiers. Cette constitution portait que pour leurs reconnaissances de dettes « si indefense constituerint » on s'en tiendrait aux anciens principes. Ce que Justinien repro-

chait à cette pratique, c'est que le débiteur, malgré toutes les objections et malgré toutes les prétentions qu'il avait à faire valoir à titre conventionnel, devait exécuter ce à quoi il s'était obligé; et ce n'était qu'après avoir payé qu'il pouvait intenter une action pour se faire rendre ce qu'il avait payé sans cause. Quant à la nature et aux caractères juridiques de cette *actio receptitia*, on ne peut faire que des conjectures. Les mots « indefense constituerint » (sans défense, c'est-à-dire en renonçant à toutes les exceptions d'une manière absolue, abstraite) prouveraient que le contrat sanctionné par cette action était le plus abstrait des contrats formels, surtout à une époque où les autres étaient tombés en désuétude. L'emploi d'expressions solennelles était probablement nécessaire, car on ne peut supposer un contrat abstrait sans ce trait distinctif (1). Quant à son domaine d'application le terme *recipere* ne fournit pas un argument certain pour démontrer que cette action s'appliquât aussi à la restitution d'une chose donnée. Ce dont on est sûr, c'est qu'elle n'était pas accordée au créancier qui reprenait la chose donnée, comme dans la *dos receptitia*; mais elle s'appliquait au débiteur qui avait assumé l'obligation.

D'après Rudorff (2) elle serait limitée à une dette

(1) *Brunnszeitschrf*, R. G. 1, p. 86. Runtze. *Excuse*, p. 496.

(2) *De jurisdiction edictum*, p. 107.

d'argent, mais dans le L. 1 du Cod. on lit, après :
« res exigebatur res indebitas consequi », ces mots :
« pecunias indebitas ».

Cette « actio receptitia » était utilisée pour les besoins du commerce de change, c'est ainsi qu'on pourrait s'expliquer le fait que Justinien a restreint la capacité de s'obliger par la voie du change à ceux qui étaient les intermédiaires naturels de ce commerce, les changeurs et les commerçants. C'est de cette façon qu'on peut concevoir aussi qu'on a pu maintenir cette rigueur dont le droit romain s'était départi pour les autres relations ordinaires. Son caractère solennel, « solennis verbi composita », prouve encore davantage l'analogie avec le change moderne (1).

IX

Nous arrivons à la question de savoir comment l'on arrivait à prouver que les formalités de la stipulation étaient accomplies.

A l'origine cette preuve ne pouvait se faire autrement que par témoins (2) mais avec l'introduction de

(1) Ihering, *Espr. du droit romain*, t. 4, pp. 210 et suiv.

(2) V. M. Huc sur l'écriture à Rome, et hist. sur la notion de la c. pp. 15-20.

l'écriture on a dû prendre l'habitude de dresser un acte écrit pour constater cette stipulation avec l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires pour sa validité. Lorsque le créancier actionnait son débiteur en vertu d'une stipulation, il n'avait qu'à produire cet acte dressé pour faire la preuve de cette stipulation. Quant aux constatations que devaient contenir ces écrits on n'était pas trop rigoureux. On se contentait souvent d'une promesse faite par le débiteur au créancier, en présumant la promesse probablement faite en réponse à une interrogation régulière : « Si scriptum fuerit instrumento promississe aliquem, perinde habetur, atque si interrogatione praecedente responsum sit ». On allait même plus loin en présumant d'un souscripteur qui n'avait écrit que : « se fidejussisse », qu'il avait été interrogé et qu'il avait répondu conformément aux prescriptions de la loi : « si, quis scripserit se fidejussisse, videri omnia solemniter acta ». Un rescrit d'Antonin et de Sévère nous montre encore davantage : « Licet epistolae, quam libello inseruisti additum non sit, stipulatum esse eum cui cavebatur, tamen si res inter praesentes gesta est, credendum et praecedentem stipulationem vocem spondentis subsecutam esse. »

Il suffirait donc de déclarer par écrit que la stipulation avait eu lieu ; peu importait, qu'en réalité on n'y eut pas procédé ; mais il fallait sous peine de nullité

que les parties fussent présentes à ce moment là. Justinien pour tarir la source des procès décida que lorsqu'un écrit porterait l'indication du jour et du lieu du contrat, l'écrit ferait pleine foi, « *scripturas quae praesto esse partes indicant, omnimodo esse credentias* », à moins que celui qui contesterait la présence n'établît non seulement que son adversaire et lui ne s'étaient pas rencontrés au jour indiqué mais que l'un des deux l'avait passé tout entier hors du territoire désigné, et ne l'établît par écrit ou par des témoins de confiance, « *testes idoneos* », au-dessus de tout soupçon, « *omni exceptione majores* » (1).

Il suit de là : que deux personnes, qui s'accordent pour rédiger un écrit constatant qu'elles ont fait une stipulation, peuvent le faire sans que leur présence soit nécessaire, pourvu qu'au jour dont l'acte porte la date, elles se trouvent dans le lieu où l'acte est passé.

Dès ce moment, la législation romaine se trouve au point de vue pratique assez semblable à la plupart des législations modernes (2).

Nous constatons par conséquent qu'à un moment donné, l'écriture avait deux fonctions. Elle servait d'une part à donner naissance au contrat *litteris* dont

(1) Justinien, C., 14, de Const. et conem stip; Inst., § 12, de *Inut. stip.*

(2) Maynz, § 245, *in fine*, t. II, p. 352.

le nom même établit le caractère nécessaire des formalités de rédaction exigées à peine de nullité ; d'autre part elle avait pour effet de prouver qu'une stipulation avait eu lieu pour en arriver dans le droit plus récent à servir de titre probatoire dans n'importe quel contrat sous le nom de *cautiones*. L'évolution se fit en ce sens qu'on finit par confondre tous ces écrits probatoires avec le contrat même dont ils étaient la justification.

On eut alors toute les difficultés pour entrevoir dans chaque hypothèse si l'on se trouvait en présence d'un écrit constituant une forme particulière de s'obliger ou devant un simple instrument probatoire.

Nous signalerons d'abord un genre d'écrits, les *chirographa* et les *syngraphae* dont le caractère, malgré les indications de Gaius, est encore contesté (1).

Cela tient à ce que ce jurisconsulte ne s'exprime pas comme pour les *nomina transcriptitia* et ne dit pas : *feri videtur*, tout en parlant bien d'un mode d'obligation. Ailleurs il dit : « Ita scilicet si eo nomine stipulatio non fiat ». Pourvu qu'il n'y ait pas eu stipulation. Cela signifie que les *syngraphae* et les *chirographa* ne sont pas de simples actes probatoires, car autrement aucun obstacle ne s'opposerait à leur fonction de preuve de la stipulation.

Leur origine remonte encore assez loin (2), mais

(1) En Allemagne on les considère comme des *instrumenta*.

(2) On en parle dans les comédies de Plante (210 av. J.-Chr.).

les *sygraphae*, les plus anciens disparaissent aussi avant les autres. On n'en retrouve plus la trace dans le corps de droit de Justinien, tandis que pour les *chirographa*, la fusion est faite avec ce qui reste des obligations. De quelle façon et à quelle époque exactement s'est opérée cette transformation, ce sont là des questions sur lesquelles nous ne sommes qu'imparfaitement documentés.

D'après Gaius, les *chirographa* et les *sygraphae* opéraient de la même manière que la *stipulatio* et l'*expensilatio* ; ils ne constataient pas l'obligation préexistante ; bien loin de là, ils l'éteignaient en la remplaçant par l'obligation *litteris*.

Si l'on n'est qu'incomplètement renseigné sur la nature des *chirographa* et des *sygraphae*, il en est autrement de certains écrits que Gaius dit : « *Fiunt ut quod actum est per eas facilius probari possit, et Constantinus : Eandem vim obtinent tam fides instrumentorum quam depositiones testium* ». Ils avaient pour office de faire la preuve des faits juridiques par exemple d'une vente, d'une stipulation ; souvent aussi de fournir la quittance destinée à constater le paiement. Mais spécialement la *cautio* désigne la promesse écrite de payer une somme d'argent déterminée (*certa pecunia*). Dans cette acception, le mot *cautio* devient synonyme de *chirographum*. Une constitution

d'Alexandre Sévère qualifie d'obligation la cautio (1). Au temps d'Arcadius, d'Honorius et de Théodose elle sert de moyen pour former l'obligation litteris. Les anciens contrats litteris sont tombés en désuétude, l'expression de chirographa se rencontre encore quelquefois dans les textes mais elle est employée dans le sens de cautio.

X

Nous allons maintenant nous efforcer de déterminer quels étaient les effets de la cautio d'après les textes sur cette matière ; l'un dans le Digeste (25, § 4 de Probat) est un fragment des ouvrages de Paul qui passe pour interpolé et l'autre une décision de l'empereur Justin.

Paul, après avoir étudié la question de preuve dans l'hypothèse où une personne intente la « *condictio indebiti* », ajoute : « *Sed haec, ubi de solutione indebiti quaestio est. Sin autem cautio indebiti exposita est, compelli debitum esse ostendere, quod in cautionem deduxit : nisi ipse specialiter, qui cautionem exposuit,*

(1) Cod. 4.30 De non Numerat. pecun., 7, const. Alexand. « si quasi accepturus mutuam pecuniam adversario cavistis : quæ non numerata est per conditionem repetere... potestis.

causas explanavit, pro quibus eandem conscripsit, tunc enim stare eum oportet suae confessioni : nisi evidentissimis probationibus in scriptis habitis ostendere paratus sit, sese haec indebite promississe ».

Le mot de stipulation n'est pas prononcé dans le texte de Paul, celui de Justin l'emploie formellement, mais il est évident que le texte de Paul suppose un billet constatant une stipulation.

Voici le texte de Justin : « Generaliter sancimus : ut, si quid scriptis cautum fuerit, pro quibuscumque pecuniis ex antecedente causa descendantibus, eamque causam specialiter promissor edixerit, non jam ei licentia sit causae probationem stipulatorem exigere, cum suis confessionibus acquiescere debeat : nisi certe ipse e contrario per apertissima rerum argumenta scriptis inserta, religionem iudicis possit instruere quod in alium quenquam modum, et non in eum quem cautio perhibet, negotium subsecutum sit. Nimis enim indignum esse iudicamus, quod sua quisque voce dilucide protestatus est id in eundem causam infirmare, testimonioque proprio resistere ».

Le fameux texte de Paul sur l'authenticité duquel il y a eu tant de discussions a été incontestablement plus ou moins déformé par les compilateurs de Justinien. Il ne prouve pas que pour la validité d'une stipulation il fallût une cause ; tout ce qu'il établit c'est que le créancier, lorsqu'on se trouve devant un billet non causé est obligé de prouver la cause ; mais c'est l'obli-

gation par elle-même qui nécessite une cause et non le fait pour cette obligation de dériver d'une stipulation (1), alors qu'au temps de Justinien cette stipulation n'est plus qu'une formalité vide de sens. Il est question dans ce texte d'une des variétés de la « *condictio sine causa* », celle qu'on a appelée quelquefois : « *condictio indebiti promisi* ». Il s'agit de celui qui a fait une promesse indue et qui intente une « *condictio* » pour obtenir sa libération ; le jurisconsulte traite la question de preuve et nous annonce que la solution sera différente de celle qui est donnée pour le cas de « *condictio indebiti* » proprement dite « *condictio indebiti soluti* ». Lorsqu'il s'agit de « *condictio indebiti soluti* » celui qui l'intente est dans la nécessité de prouver le défaut de cause, et, par là, l'inexistence de la dette ; au contraire c'est le créancier en cas de « *condictio indebiti promisi* » qui devra prouver que l'obligation avait une cause. Quant aux moyens de preuve auxquels il pourra recourir on lui laissait probablement à ce point de vue toute liberté. Mais si le demandeur présente un billet causé, il fait preuve complète de sa créance. On ne peut plus le forcer à faire la preuve de la cause, le débiteur doit s'en tenir à son propre aveu. Du reste, la généralité des cautions était causée. L'utilité de la mention de la cause

(1) A cherché à soutenir qu'il était authentique et émanait de Paul, Gneist *conventions solennelles* pp. 198-209. Contesté par Windscheid. *Théorie de l'hypothèque*, pp. 192-202 et Rudorff.

résulte de ce qu'elle donnait une meilleure situation au créancier en matière de preuve.

Qu'arrivait-il si le souscripteur du billet n'attendant pas les poursuites du créancier prenait l'initiative et intentait la « *condictio sine causa* » ? Sans aucun doute, la solution était la même. Du reste c'est cette situation que le texte de Paul suppose, car si dans la première partie, il traite de la preuve au cas où l'on intente une « *condictio indebiti soluti*, il devait évidemment dans la deuxième partie traiter de la preuve au cas où l'on intente une « *condictio* » pour obtenir la restitution du billet souscrit.

II

DROIT COUTUMIER

I

Dans le Droit coutumier, ce qui intéressait les anciens auteurs était moins la cause de l'obligation, que la cause de l'écrit et les difficultés engendrées par la production d'un des écrits non causés. On entend par billet causé, celui qui contient la raison pour laquelle il a été dressé et signé. Ainsi, lorsqu'on se reconnaît débiteur parce qu'on a reçu de l'argent comptant, ou parce qu'on acquiert la propriété d'une chose, immédiatement ou plus tard, et que la reconnaissance qu'on délivre contient cette convention, le billet est appelé causé. Par suite, la convention qui précède cet écrit lui sert de cause. On dit que cette cause est fausse et que le billet est faussement causé, lorsqu'il indique comme formant sa raison d'être une autre convention que la véritable qui l'a précédé.

Dans tout ce qui précède, apparaît la facilité avec laquelle on peut confondre la cause d'un écrit et la cause d'une obligation. La question qui se pose pour nous est de savoir quel est l'effet d'un billet non causé, c'est-à-dire sans mention de la convention qui le précède. Est-ce le porteur ou le souscripteur du billet qui doit faire la preuve de l'existence et de la légalité de la convention qu'il constate? Cette question se rattache à la cause du billet et non pas à la cause de la convention, que ce billet ne fait qu'exprimer plus ou moins complètement. Rechercher à qui il incombe de prouver la cause d'un écrit, c'est se demander à qui incombe la preuve de la convention qui a donné lieu à cet écrit. C'est ce que nous allons étudier d'après les décisions des anciens auteurs et de la jurisprudence. Tous tranchent la question dans le sens du Droit romain, qui est aussi celui du droit canonique (1) dont un texte reproduit à peu près la décision de Paul et la constitution de Justin. On trouve, il est vrai, quelques dispositions particulières, comme celles rapportées par M. Perchambault sur l'art. 9 du tit. II de la coutume de Bretagne, portant que les obligations « ne laisseront pas d'être valables quoique la cause pour laquelle on les fait ne soit pas exprimée, pourvu qu'elles soient de bonne foi ; ce qui met à la charge du débiteur la preuve de la mauvaise foi de celui qui

(1) Corpus juris canonici, X, de Fide instrumentorum, an 1230, Ronsac.

se prétend créancier » (1). On peut citer dans le même sens la majorité des arrêts du Parlement de Toulouse, mais il n'y a là que des opinions tout à fait isolées. Elles faisaient exceptions à la règle générale d'après laquelle en présence d'une promesse rédigée par écrit dans laquelle la cause n'était point exprimée, c'était au créancier qu'il appartenait de faire la preuve de cette cause. C'est ainsi d'ailleurs que décident les grands auteurs comme Beaumanoir (3) : La lettre qui dist je doi deniers et ne fet pas mention de quoi je les doi est souspechonneuse cose de malice, et quant tele lettre vient en cort si doit savoir li juge le cose dont tele dete vint, avant qu'il le face paier.

Cujas (3) se contente d'expliquer la loi 25 § 4 D. De « probationibus et praesumptionibus.

« Quid si quis chirographo caverit pecuniam quam non debebat ? Sic distingue : aut cavit indiscrete aut adita causa. Indiscrete, id est, nulla expressa causa : ut fateor me Titio debere centum. Si quis igitur ex tali cautione agit, debet probare causam debiti. At si addita causa cavit, ut ex causa emptionis debeo aut locationis ; ipse debet probare indebitum. »

Si quelqu'un a souscrit une obligation pour une somme qu'il ne devait pas, de deux choses l'une ; ou

(1) Ferrière, *Dictionnaire de Pratique*, t. II — y mot obligation, p. 249.

(2) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, ch. XXXVI, n° 22.

(3) Cujas, *Commentaire*, t. VII, p. 861, B. édit. de Naples.

il l'a souscrite sans désignation de cause, ou la cause a été exprimée; *indiscrete*, c'est-à-dire sans cause exprimée; par exemple, je reconnais devoir tant à Titus. Si le créancier agit en vertu d'un tel billet, il doit prouver la cause de l'obligation. Si, au contraire, la cause a été exprimée; par exemple, je dois par suite de vente, par suite de louage, c'est au débiteur à prouver qu'il ne doit pas.

II

La question controversée a été celle de l'admission du créancier, en présence d'une cédula, promesse ou obligation ne contenant aucune mention de cause, à prouver qu'il en existait une réelle et licite. Il ne faudrait pas expliquer, comme on le fait souvent, les décisions des auteurs qui n'admettaient pas le créancier à la preuve, par une prétendue confusion qu'ils auraient faite entre l'écrit et la convention. Si ces auteurs s'opposaient à ce que le créancier fût admis à la preuve, c'est plutôt à cause d'une présomption « *ob turpem vel injustam causam* » résultant, à leur avis, du silence gardé sur la cause. Professaient cette doctrine Ranchin (1), Belordeau (2). Dans le même

(1) *Questions*, 176.

(2) *Observations*

lettres, C., art. 5.

sens est conçu un des plus anciens, arrêt du Parlement de Paris en date du 13 février 1511, rapporté par Rebuffe. Cet arrêt décidait qu'un contrat devait être jugé nul et ne pouvait être mis à exécution pour la seule raison du défaut de mention de la cause pour laquelle il avait été passé. Automne (1) présente cette doctrine hors de doute ; il dit : « les promesses, cédules ou obligations sont nulles si elles ne sont pas causées et on présume quelques cas vilains ».

Merlin prétend que cette doctrine n'avait pas fait beaucoup de prosélytes, pourtant le fait d'être passée en force de loi démontrerait plutôt le contraire. En effet, il existe un arrêt du Parlement de Paris du 16 mai 1650, rendu sur le réquisitoire du Procureur Général et inséré in extenso dans le Journal des Audiences, qui faisait défense à tous marchands et autres personnes de se servir à l'avenir, soit dans leur commerce, soit dans quelque autre traité ou affaires, de tous écrits, promesses ou billets, qui ne mentionneraient le nom du créancier et les causes pour lesquelles ils auraient été souscrits. Et ce, à peine de nullité. Voici la teneur de cet arrêt, cité par Merlin (2) à l'occasion d'un procès dont nous parlons plus loin :

« Vu par la Cour la requête présentée par le Pro-

(1) Ad leg. 2^a, D. de prob.

(2) Questions de-droit, mot cause des obligations, § 1, n° 1.

cureur général du Roi, contenant que, bien que, par plusieurs arrêts, toutes promesses pour cause de prêts entre toutes personnes indifféremment, marchands, négociants et autres, payables au porteur sans exprimer le nom du créancier, ayant toujours été réprouvées et défendues comme frauduleuses, préjudiciables au public, contraires à la franchise et loyauté qui doit être dans le commerce ; néanmoins, depuis quelques années, telles promesses causées de prêt, le nom de créancier en blanc, avec termes généraux, payables au porteur pour valeur reçue, auxquelles on donne le nom de billets, se sont introduites dans le commerce, par un mauvais usage, d'où naissent journellement plusieurs différends tant pour savoir qui doit avoir risqué de la perte du contenu des dits billets en cas d'insuffisance et de faillite du débiteur, ou de celui entre les mains duquel se trouve le billet, ou de celui qui le premier en a été porteur, comme aussi pour la multiplicité des recours de garantie entre ceux par les mains desquels ont passé les dits billets, ce qui pourrait, avec le temps, anéantir entièrement le commerce, s'il n'y était remédié, requérait y être pourvu.

Arrêt du 5 juillet dernier, par lequel aurait été ordonné que les juges consuls et aucuns anciens marchands et bourgeois de cette ville de Paris seraient assemblés par devant l'un des Conseillers de la dite cour, pour donner avis sur le contenu de la dite requête..... Le procès-verbal en enquête faite par devant

le conseiller de la dite cour, commis du 13 du dit mois de juillet, contenant l'audition des consuls et aucuns marchands en exécution du dit arrêt..... Tout considéré ; la cour, ayant égard à la dite requête et conclusions du dit procureur général, a fait et fait inhibitions et défenses à tous marchands, négociants et autres personnes de quelque qualité et condition qu'ils soient, de se servir à l'avenir, au fait de leur commerce, ni en quelque autre traité et affaire que ce soit, de promesse en billets qui ne soient remplis du nom du créancier et des causes pour lesquelles les dites promesses ou billets auront été faits et passés ; si c'est pour argent prêté ou pour lettre de change, ou marchandises fournies ou à fournir, à peine de nullité, les dites promesses ou billets..... Il sera le présent arrêt lu et publié en l'audience du Châtelet de Paris et des consuls, et affiché ès carrefours de la dite ville et faubourgs et partout ailleurs, que besoin sera, à la requête du dit procureur général et diligence de son substitut au Châtelet à ce qu'aucun n'en prétexte cause d'ignorance. »

Degheviet, dans ses Institutions au droit de la Belgique, après avoir rappelé que les obligations doivent contenir la cause pour laquelle elles ont été faites et qu'une obligation sans cause est nulle, ajoute qu'il en a été ainsi décidé, au Parlement de Flandre, dans le procès de Pierre Steyt et Robert Vandenkerchove, par arrêt du 19 mars 1671.

Voet (1) tient à peu près le même langage : « *causam debiti quod attinet, eam instrumento inseri necesse est, ut ex eo efficaciter agi, ac plena debiti probatio onus probandi in eum rejici, qui debitum sibi asserit.* » Il cite le nombre d'auteurs qui professaient la même doctrine : Guérin, sur l'article 107 de la coutume de Paris, Rebuffe (2), « *ad constitutiones regias. Gomez (3), variarum resolutionum* ».

III

S'il arrivait que celui qui pouvait alléguer le défaut de cause eût payé ce à quoi il s'était obligé, on se demandait s'il pouvait répéter la somme comme indûment payée. Il pouvait prétendre en effet que sa cédule ne produisait aucune action et se faire restituer ce qu'il avait payé. Il est vrai que le créancier était en droit d'alléguer que cette promesse non causée, quoique ne produisant pas d'action, engendrait du moins en sa faveur une exception utile, grâce à laquelle il se refusait à restitution de l'argent reçu, à moins que le débiteur ne prouvât l'ignorance ou l'erreur qui avait entraîné son paiement. Sans cela, le

(1) Lib. 22, tit. 4, n° 17, *De fide instrumentorum*.

(2) *Traité de l'écriture obligatoir*, art. 1. gl. 9, n° 23

(3) Tom. II, ch. II, n° 3.

fait d'avoir exécuté la promesse constituait de la part du débiteur un aveu qu'il devait, et cet aveu rendait toute sa force à la promesse, sans autre valeur avant lui que celle d'un commencement de preuve. La preuve de l'erreur ou de l'ignorance pouvait se faire par témoins, et si le débiteur n'y réussissait pas, le créancier était déchargé de toute preuve, jusqu'à concurrence de cause, celle de celui qui possède ou qui a reçu est la meilleure (1). Voilà comment s'exprime Serres (2) relativement à cette question : Il fut décidé par arrêt du 11 avril 1737, qu'il n'y a point de restitution contre un billet sans cause, c'est-à-dire où la cause n'est point énoncée. Le débiteur prenait un moyen de restitution de ce qu'il avait fait le billet sans exprimer la cause de l'obligation ; on n'y eut aucun égard, et l'on s'en référa à la doctrine de Maynard, livre VII, chap. LXV. « Ce moyen est en effet trop subtil et même contraire à la bonne foi ; et les juges convinrent qu'on n'a égard aujourd'hui qu'à la fausse cause. » D'Espeisses (3) tient le même langage.

IV

Les termes de la promesse faisaient souvent présu-

(1) Ferrière, *Dictionnaire de Pratique*, t. II, i — y mot. obligation, p. 250.

(2) *Instit. au Dr. français*, liv. III, tit. 15.

(3) *Des contrats*, part. 4, tit. II, Sect. 5, n° 8.

mer une cause qui, malgré qu'elle ne fut disertement exprimée se laissait deviner avec tous les caractères d'une cause légitime et suffisante pour faire condamner le débiteur au paiement. Cette présomption de cause résultait notamment des qualités respectives du créancier et du débiteur, qui entraînaient une vraisemblance à cet égard. Dans ce cas, on décidait que le créancier était dispensé de faire la preuve de la cause. Certaines hypothèses spéciales avaient ainsi pour résultat de rendre la preuve beaucoup plus facile, ou plutôt de la faire considérer d'avance comme faite. Parmi ces hypothèses figurent celles où un écrit exprimait que le débiteur s'obligeait, pour toutes causes ou pour la cause pieuse, parmi elles encore celle d'une promesse faite entre soldats de la même compagnie, qui suppose l'étroite amitié susceptible d'exister entre eux. C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement de Bretagne en date du 12 décembre 1602 présume contre un homme qui avait fait telle cédula à son chirurgien, que c'était pour soins et médicaments. Le Parlement de Dijon, le 3 février 1611, a jugé qu'une cédula faite à un hôtelier au logis duquel le cédulant était logé, avait pour objet de régler la dépense qu'il avait faite au logis pour sa nourriture.

Du Laury (1) rapporte une espèce qui a été jugée au Conseil privé de Bruxelles : Le baron de Raye

(1) Ch. 136.

s'était reconnu débiteur par un **billet signé** de sa main de 300 pistoles au baron de Longuy, son beau-frère; mais il n'avait pas exprimé la cause de cette dette.

Ultérieurement, il avait autorisé sa femme à le cautionner pour un acompte de 900 florins. Longtemps après, le baron de Longuy fit assigner le marquis de Frelon, pris comme représentant de sa femme, héritière du baron et de la baronne de Raye, pour le faire condamner au paiement de ce billet. Le Marquis de Frelon opposa le défaut de cause et soutint l'obligation nulle. Par un arrêt du 5 novembre 1637, le Conseil, privée avant faire droit, ordonna au demandeur de déclarer la cause d'où procédait la prétendue dette de 300 pistoles et l'admit à la faire vérifier. (1)

On aurait dû juger autrement, selon du Laury, si les qualités respectives du créancier et du débiteur eussent rendu vraisemblable la cause de l'obligation; en pareil cas dit-il, on doit supposer cette cause, quoique non exprimée : par exemple si un écolier confesse devoir au principal de son collège, un passant au maître de l'hôtellerie, un malade à son médecin, un plaideur à son procureur, les causes se présument comme si elles étaient exprimées et écrites.

On présumait surtout une cause légitime de promesse lorsque le billet était passé entre commerçants qui sont censés s'obliger pour leur commerce. Il y a

(1) Costalius (sur la loi 23 Dig. De probatione); Papon (*Recueils d'arrêts*, liv. 10, tit. 2, § 1), Gudelinus, tiennent le même langage.

cause légitime disent Bartole et Balde « si c'est entre marchands qui ont accoutumé de trafiquer ensemble dans un certain genre de négoce, plutôt que de présumer qu'elle soit nulle ». C'est ainsi qu'il a été décidé d'un billet rédigé dans les termes suivants : « Je payerai à M... à sa volonté, la somme de... Fait à... le... » Sur la demande en paiement de ce billet, l'obligé alléguait le défaut de cause. La contestation ayant été portée à l'audience de la Tournelle civile, M. de Lamoignon, avocat général, dit qu'autant il était à souhaiter que les anciens règlements, faits contre ces sortes de billets, fussent exécutés, autant il était certain que ces sortes de billets étaient ordinaires dans l'usage du commerce. Il observa d'ailleurs que le débiteur était un homme qui faisait négoce d'argent et savait par conséquent en souscrivant le billet, qu'il s'obligeait. Par arrêt du 27 janvier 1869, la sentence qui avait ordonné le paiement fut confirmée (1) ». On peut remarquer la façon dont s'exprime l'avocat général Lamoignon, qui ne laisse aucun doute sur la question de la preuve du billet non causé, lorsqu'il dit : Qu'autant il était à souhaiter que les anciens règlements faits contre ces sortes de billets (non causés) fussent exécutés, autant il était certain que ces sortes de billets étaient ordinaires dans l'usage du commerce. Il est donc bien exact que cette dérogation

(1) Brillon aux mots billets sans cause, Brunneman *Décisions*, cent. 2, ch. 99.

aux principes généraux n'avait lieu qu'en matière commerciale et dans quelques cas spéciaux. A l'inverse, l'ancienne controverse portant sur le point de savoir s'il fallait admettre le créancier à prouver la cause là où elle ne se trouvait pas exprimée, est complètement tranchée, à l'époque que nous étudions, en faveur du créancier. En effet, il ne peut plus s'agir de l'ancienne présomption « ob turpem vel injustam causam », au contraire on avait des tendances de plus en plus prononcées à considérer comme un aveu suffisant de la cause les simples termes qui, par eux-mêmes impliquent l'existence d'une cause comme : je confesse ou je reconnais devoir sauf pourtant la préciser suffisamment. Il arrive donc souvent que le créancier soit dispensé de spécifier la cause, c'est ce que dit Ferrière : « les nouveaux arrêts ont en cela changé la jurisprudence, et aujourd'hui l'on juge qu'une obligation est valable quoique la cause pour laquelle elle est faite ne soit pas exprimée. Il n'y a que les circonstances qui pourraient à présent faire déclarer nulles de pareilles obligations, savoir lorsqu'il y aurait lieu de présumer qu'elles auraient été faites contre la prohibition des ordonnances, comme pour argent perdu au jeu ou pour autre cause non licite. Ainsi, c'est la qualité des personnes qui doit déterminer à les déclarer exécutoires ou non et autres circonstances semblables. La reconnaissance qu'un particulier ferait qu'il doit une telle somme à un tel,

ne pourrait pas être réputée ~~une~~ obligation sans cause parce que le mot devoir suppose une cause légitime de cette reconnaissance et par conséquent peut suffire pour faire condamner le débiteur au paiement si les circonstances ne font pas présumer que la cause n'est pas légitime » (1).

Les nouveaux éditeurs de Denizart disent : qu'on exprime cette cause (celle d'un billet) en mettant valeur reçue en argent ou en marchandises, ou en exprimant le motif quelconque qui a fait faire le billet. Ainsi, le billet qui porte : je reconnais devoir à... est valable ; la cause est dans la reconnaissance de devoir.

Le règlement du 16 mai 1650 est toujours en vigueur, mais on ne l'interprète plus à la lettre, on ne décide plus que les billets non causés sont nuls sans admettre la preuve contraire. Citons encore une autre ordonnance relative aux lettres de change. Cette ordonnance, en date de 1672, porte dans son article 1 du titre 5 que les lettres de change contiendront sommairement le nom de ceux auxquels le contenu devra être payé, le temps du paiement, le nom de celui qui en a donné la valeur et si elle a été reçue en deniers, marchandises ou autres effets. Cette ordonnance ne s'appliquait qu'aux négociants et aux gens d'affaires, tandis que le règlement de 1650 était général.

(1) Ferrière, *Dict. de Prat.*, t. II, i — y p. 249, mot. obl.

V

L'opinion contraire, aux termes de laquelle le défaut d'énonciation de la cause ne devait être pris en considération que lorsque l'obligé était mineur, tandis que l'existence d'une cause ayant décidé le débiteur à souscrire le billet était toujours supposée réelle dans les autres hypothèses, trouve son seul point d'appui dans quelques arrêts du Parlement de Toulouse. Ce Parlement décidait habituellement dans les instances portées devant lui que, lorsqu'une contestation était soulevée par le débiteur à l'occasion d'un billet non causé, c'était à lui de prouver ce défaut de cause, car jusqu'à preuve contraire il y avait présomption d'une cause, que les parties avaient des raisons particulières de taire. Il est rapporté à ce sujet par les éditeurs du Journal du Parlement de Toulouse, tome 4, § 280, un arrêt du mois d'août 1740, au rapport de M. Cambolas, en faveur du Sieur Raynaud-Demons, héritier de la demoiselle Raynaud-Demons, contre le Sieur Causse. M. de Juin, un des juges assura qu'il avait été rendu, quelques années auparavant, par la même Chambre, un arrêt semblable. La jurisprudence, d'après cet auteur, n'a pas cru devoir adopter les subtilités du droit romain.

Les partisans de cette opinion d'après laquelle le

débiteur devait prouver le défaut de cause, ont prétendu que Merlin était de cet avis dans le dernier procès en matière de cause qui précéda la rédaction du Code. Pourtant, c'est une présomption de cause issue d'un billet portant reconnaissance de dette que Merlin a soutenue devant la Cour de Cassation dans le procès de la régie avec la veuve Berthelot, dont voici la teneur rapportée par Merlin (1) lui-même :

Voici, à notre connaissance, le dernier procès en matière de cause, avant la rédaction de l'article 1132 du C. civ. ; à l'époque où il a eu lieu, en l'an IX, le Code Napoléon n'était pas encore promulgué. C'est un jugement rendu par le Tribunal de Bressuire, le 13 Thermidor au IX. Il tranche encore la question de la preuve en faveur du débiteur. Le Comte Vasselot Dannemarie avait, en émigrant, laissé dans ses papiers un billet ainsi conçu : « Je soussigné, reconnais devoir à M. le Comte Dannemarie la somme de 536 livres, que je promets lui payer de la Saint-Michel qui vient en deux ans. A La Guerche, le 30 juillet 1790. Signé : Berthelot. »

Ce billet ayant été remis au Receveur de l'Enregistrement du bureau de Châtillon, celui-ci décerna, le 23 Floréal an 6, contre la veuve du Citoyen Berthelot, une contrainte tendant à lui faire payer le montant du billet, les débiteurs d'émigrés étant tenus de s'ac-

(1) Questions de droit.

quitter de leurs dettes dans les caisses du Trésor. La veuve Berthelot forma opposition à cette contrainte, et la cause fut portée devant le tribunal civil de l'arrondissement de Bressuire :

La question se pose alors de savoir si le billet était obligatoire. La veuve Berthelot soutenait la négative, et elle se fondait sur ce que le billet n'exprimait pas la cause de la promesse qu'il renfermait. Elle ajoutait que, dans la réalité, ce billet avait été souscrit par feu le citoyen Berthelot, son mari, pour un reliquat de droits de lods et ventes qu'il devait à raison d'une acquisition qu'il avait faite, le 23 septembre 1789, dans la mouvance de Vassalot-Dannemarie et que celui-ci, prévoyant dès lors la suppression des lods et ventes, n'avait pas voulu qu'il en fût fait mention dans l'acte.

La régie de l'Enregistrement aurait pu répondre que la veuve Berthelot en attribuant au billet une cause manifestement invraisemblable, prouvait par cela seul que ce billet n'avait été souscrit que pour une cause juste ; qu'en effet personne ne pouvait avoir encore pensé, le 30 juillet 1790, à l'abolition des droits de lods et ventes, puisque la proposition n'en avait été faite que deux après.

Mais la Régie s'est bornée à dire que les lois relatives aux émigrés enjoignaient à tous leurs débiteurs, sans distinction, de verser dans la Caisse nationale le montant de leurs obligations ; qu'il suffisait que le billet existât et fût dans les mains de la nation pour

que la nation fût autorisée à en exiger le paiement. Sur ces dires respectifs fut rendu le jugement suivant : « Attendu que l'écrit qui fait le fondement de l'action de la Régie, ne peut être considéré que comme le signe et la preuve écrite de l'obligation qu'il paraît contenir ; qu'il est de principe que, pour qu'une obligation existe, trois choses doivent essentiellement concourir, une cause, un objet et le consentement réciproque des deux parties sur la cause et l'objet »,

Attendu que, dans l'écrit sus-reféré, l'objet de l'engagement, que paraît avoir pris le feu cit. Berthelot de payer la somme qui y est énoncée, n'est pas exprimée ; que ce défaut d'énonciation de l'objet vicie radicalement l'obligation en la rendant sans cause et fait présumer que cette cause était, ou prohibée par la loi, ou illégitime ; le tribunal, jugeant en dernier ressort, déboute la Régie de sa demande, dans laquelle elle est déclarée non recevable et subsidiairement mal fondée...

La Régie se pourvut en cassation contre ce jugement ; et sur son pourvoi défendu par Merlin, elle obtint gain de cause pour les motifs suivants, exposés dans l'arrêt :

« Pourvoi en cassation pour violation des dispositions des lois des 23 août 1792 et 25 juillet 1793, qui imposent aux débiteurs d'émigrés l'obligation de déclarer à la Municipalité de leur domicile, les dettes dont ils sont tenus et d'en verser le montant au Trésor

public dans la quinzaine de l'échéance. Si le billet du feu cit. Berthelot est nul, certainement il n'a pas violé ces prescriptions, car ni la loi du 23 Août 1792, ni celle du 25 juillet 1793, non rendu débiteurs d'émigrés ceux qui ne l'étaient pas réellement.

Mais, si le billet est valable, si le feu cit. Berthelot eut pu être contraint d'en payer le montant à Vasselot-Dannemarie, point de doute que le jugement ne contrevienne à ces deux lois, point de doute qu'il ne doive être cassé ».

On a prévenu, par un arrangement contre la veuve Berthelot et la Régie, la décision de la Cour de cassation. Ce qu'on peut remarquer dans la décision du Tribunal de Bressuire, c'est que les motifs du jugement font encore allusion à l'ancienne présomption de « turpem vel injustam causam », que fait naître l'absence de cause exprimée.

Merlin s'est donc élevé contre la décision du Tribunal de Bressuire, qui n'avait pas accordé à la Régie le droit de prouver que le billet en question avait une cause réelle et licite ; Merlin ne contestait pas la règle générale qu'en cas de contestation sur la cause d'un billet, c'était au créancier à la prouver ; ce qu'il voulait démontrer, c'est le fait qu'un billet qui porte reconnaissance de dette, implique la notion de la cause. Si le pourvoi a été admis, c'est parce que le Tribunal avait prononcé un jugement définitif avant d'avoir rendu un jugement interlocutoire, pour mettre la

Régie de l'enregistrement en demeure de justifier que la promesse du feu citoyen Berthelot avait une cause légitime.

VI

Il nous reste encore un auteur coutumier qui, avec Domat, a donné quelque développement à la théorie de la cause finale. Les idées de Domat ont été reproduites par Pothier, dont le Code s'est inspiré, mais ces derniers auteurs ne s'occupent pas de la validité du billet non causé.

L'auteur dont nous voulons parler est Prévot de la Jaunès (1), le seul auteur coutumier qui ait traité en même temps la théorie de la cause finale et la validité du billet non causé, dans son travail intitulé : *De la cause de l'obligation*. Toute obligation a nécessairement sa cause dans le motif qui a fait consentir la partie à s'obliger ; mais il peut arriver que la cause de la promesse ne soit pas exprimée dans le billet ou instrument d'obligation, et quoi qu'il y ait un arrêt de règlement rendu par le Parlement de Paris, le 16 Mai 1650, qui déclare nuls les promesses et les billets dans lesquels on n'aura pas exprimé les causes, le

(1) II^e partie des *Principes de la jurisprudence française*, tit. VIII, ch. II, n^o 410.

Parlement lui-même n'a pas suivi cette jurisprudence rigoureusement, comme il appert d'un arrêt du 16 Mai 1664, rapporté au *Journal des Audiences*.

Il faut donc examiner les circonstances du billet et se déterminer par la nature de l'opération qui paraît s'être conclue entre les parties, et par la considération des exigences de l'équité et de la bonne foi.

Si le débiteur avait mis dans la promesse : Je reconnais devoir et promets payer, il ne resterait aucune difficulté ; car ces mots : Je reconnais devoir, marquent la cause de la promesse, qui n'est faite qu'en conséquence de ce qu'il devait.

Qu'une obligation n'ait point de cause, ou qu'elle n'en ait point d'autre que l'erreur de celui qui s'est obligé, c'est la même chose. Il faut donc chercher comment l'erreur annule les conventions.

On distingue deux sortes d'erreurs : l'erreur relative à la cause de l'obligation et celle qui porte sur l'objet de la convention.

Dans l'un et l'autre cas, pour que l'erreur annule la convention, il ne suffit pas que l'un des contractants se soit trompé au sujet de la chose sur laquelle il contractait, ou au sujet du motif qui le portait à contracter ; il faut encore que cette erreur ait été connue de l'autre partie et que, par le vœu commun des contractants, elle ait été attachée au traité comme une espèce de condition sans laquelle on n'eût point contracté : ce n'est que par là que l'erreur, mêlée à l'essence de

la convention, rend nul le consentement uniquement fondé sur cette erreur.

VII

On peut conclure qu'il n'a jamais été question de la validité du billet non causé, en ce sens, qu'il pût faire preuve d'une cause quelconque. On n'est arrivé, dans le dernier état du droit ancien, qu'à une sorte de transaction entre le système qui exigeait la mention de la cause dans les billets et celui qui les tenait pour valables, même à défaut de cette mention ; on retrouve cette opinion dans divers arrêts du Parlement et dans les œuvres de certains jurisconsultes, par exemple dans les nouveaux éditeurs de Denizart et dans le commentaire de Danty sur Boiceau (add. sur ch. 3, f. 2). Cette opinion consistait à attribuer au billet non causé la force probante, lorsqu'il contenait reconnaissance de dette. On distinguait donc entre la reconnaissance de dette et la simple promesse de payer. Les rédacteurs du Code civil y ont fait du reste allusion dans l'article 1132 au Conseil d'Etat.

Comment les auteurs modernes expliquent-ils toutes ces décisions de l'ancien droit qui décident la nullité du billet non causé ? Ils prétendent que toutes ces décisions reposent sur une confusion : « nos anciens

jurisconsultes prenaient volontiers les termes obligations, promesse, pour l'acte écrit qui les constatait »... La controverse portait uniquement sur la force probante de l'acte instrumentaire ; la convention en elle-même était hors de cause » (1).

Mais alors, comment s'explique-t-on les décisions qui n'admettaient même pas la preuve d'une convention dont la cause avait été passée sous silence ? Peut-on croire que cette convention fût toujours hors de cause ? Ces auteurs ont une tendance trop marquée à conclure à une confusion dans cette matière. S'il en a existé quelqu'une, notamment au Conseil d'Etat, et il en existe encore aujourd'hui (2), il ne faut pas généraliser cette confusion.

On allègue encore en faveur de la validité du billet non causé l'obligation où l'on était d'obtenir des lettres de rescision pour les faire annuler. Cela prouve seulement qu'on considérait leur nullité comme relative ; on serait très mal fondé à en déduire la validité de ces billets.

(1) Brissaud, thèse Bordeaux, 2^e partie, p. 217.

(2) V. Toullier (III, p. 109).

III

DROIT MODERNE

I

Une obligation n'est valable aux termes de l'article 1131, que si elle a une cause, si cette cause est vraie et en outre licite. Si ces conditions ou l'une d'elles manquent, l'obligation est nulle de nullité absolue (Cass 11 Novembre 1890, D. 1891, 1, 484, Paris 5 Juin 1901 S. 1902, 2, 275. Paris 11 Janvier 1884, S. 1884. 2. 132. Besançon 6 Mars 1895, S. 1895. 2. 196 ; Paris 14 Janvier 1889, D. 1890, 2. 289). Comment se pose alors la question du billet non causé ? Il faut se placer dans l'hypothèse où une personne réclame d'une autre l'exécution d'une obligation (habituellement le paiement d'une somme d'argent) et présente un billet signé du débiteur et portant reconnaissance de dette, mais sans indication de la cause.

Une telle promesse dégagée de sa cause, abstraite, est-elle valable ? Nous avons vu que l'obligation sans cause ne peut avoir aucun effet. Ils nous restent deux questions à résoudre : Faut-il sous peine de nullité, lorsque le contrat est passé par écrit, que l'acte lui-même, l'instrumentum exprime la cause de l'obligation.

En cas de négative, et si l'acte est valable sans cette mention, sur laquelle des deux parties en cas de contestation devra retomber le fardeau de la preuve ? Est-ce le prétendu créancier qui doit prouver que la cause existe. Est-ce au contraire le prétendu débiteur qui doit établir que la cause n'existe pas ?

Formulons cette question de façon encore plus précise avant d'en tenter la solution. Il s'agit d'abord de rechercher les cas où un écrit pourrait ne pas être causé.

Si la convention est synallagmatique, l'écrit rédigé pour la constater indiquera nécessairement la cause des obligations diverses qu'elle engendre. Car si l'on considère que, dans les contrats synallagmatiques, les allégations des parties sont réciproquement causes l'une de l'autre il n'est pas possible que l'acte constatant une vente n'indique quelle est la chose vendue, que le vendeur s'engage à livrer et quel est le prix que l'acheteur s'engage à payer. Il résulte de là qu'un écrit constant un contrat synallagmatique sera nécessairement causé. Mais il n'en est pas de même, s'il

s'agit d'un contrat unilatéral. Là, on comprend très bien que l'écrit constate l'unique obligation engendrée par cette convention sans en indiquer la cause. Ainsi un billet souscrit pour constater l'obligation résultant d'un prêt peut être ainsi conçu : Je reconnais devoir à un tel 1.000 francs, ou bien : Je promets de payer à un tel 1.000 francs, sans dire pourquoi. Le billet serait au contraire causé, s'il était ainsi rédigé : Je reconnais devoir à un tel la somme de 1.000 francs qu'il m'a prêtée. Nous entendons donc par billet non causé : un écrit dans lequel le signataire se reconnaît débiteur (tous les auteurs ne sont pas d'accord là-dessus, il y en a qui ne considèrent comme billet non causé que le suivant : Je compterai ou je payerai à X la somme de 1.000 francs) mais ne fait pas connaître quelle est la cause de son obligation.

II

Quelle sera la force probante de ce billet ?

Selon l'article 1315, celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver, cette disposition particulière n'est, du reste, que la conséquence de la règle générale qui impose le fardeau de la preuve à celui qui affirme. L'objet de la preuve consiste, pour une obli-

gation, dans la démonstration de chacun des éléments nécessaires à sa formation.

Ces éléments nécessaires à la formation d'une obligation conventionnelle sont énumérés par l'article 1108, savoir : le consentement des deux parties, un objet certain et une cause réelle et licite.

Ce que prouve le billet non causé est alors bien simple à déterminer. Il constitue l'aveu écrit du consentement, de l'objet certain et d'une cause. Ce n'est donc pas un aveu complet puisque l'article 1108 exige que la cause soit réelle et licite et que, pour apprécier tant la réalité que la licéité, il faudrait connaître d'abord la cause elle-même. Or, supposer une cause, ce n'est pas la spécifier.

Il faut raisonner pour la cause comme on le ferait pour l'objet certain exigé par le même article. Or, il ne suffirait pas à cet égard d'établir que l'obligation a un objet quelconque. Pourquoi se montrer moins difficile en matière de cause ?

D'après M. Laurent (1), « le billet constitue une preuve suffisante. En effet, le billet constate l'existence de la dette, cela suffit pour que celui qui l'a souscrit doive la payer. Nous disons que le billet, quoique non causé, fait preuve de l'existence de la dette. Evidemment, aucune loi n'exige que l'écrit qui constate une convention unilatérale exprime la cause de la

(1) Laurent, XVI, p. 222, § Preuve n° 166 et suiv.

dette. L'article 1326 énumère les formalités requises pour qu'un billet ou une promesse unilatérale soit valable quand la dette a pour objet une somme d'argent ou des choses fongibles.

La loi exige, outre le signature qui suffit dans tous les autres cas, que le billet fasse connaître le montant de la dette et qu'il contienne un bon ou approuvé lorsque ce n'est pas le signataire qui a écrit le billet en entier, la loi n'impose pas que le billet exprime la cause de la dette et elle ne devait pas l'exiger. Par cela seul que le signataire s'oblige à payer une somme, il s'en reconnaît débiteur, c'est un aveu qui suffit pour constater l'existence de la dette; donc le créancier a une preuve et partant il ne peut pas être tenu de prouver l'existence d'une cause licite. L'aveu du signataire implique que cette cause existe, puisqu'il s'est reconnu débiteur et qu'il n'y a pas de dette sans cause ».

M. Laurent affirme que le billet constate l'existence d'une dette, mais ce qu'il s'agit de savoir, ce n'est pas si cette dette existe en fait, il s'agit de savoir si le billet constate juridiquement l'existence de la dette, ce qu'on nie c'est l'élément essentiel de la dette et non la dette elle-même.

Si la loi n'a pas mentionné la cause dans l'article 1326, c'est parce que cette mention était inutile après celle qui en est faite dans les articles 1108 et 1131. Dire qu'aucune loi n'exige que l'écrit exprime la cause

de la dette, c'est envisager un point étranger à la question, puisque personne ne soutient que la cause doit être exprimée sous peine de nullité.

D'autre part, on prétend « qu'en souscrivant un billet, par lequel on promet de payer la somme qui y est portée, on reconnaît par là l'existence d'une dette : est-ce qu'on s'oblige à payer quand on ne doit pas ? Certes, dans la réalité, les choses ne se passent pas ainsi ; on ne s'oblige pas à payer sans rime ni raison ; signer que l'on payera, c'est reconnaître que l'on doit, car il n'y a pas de paiement sans dette ; et comme il n'y a pas de dette sans cause, la signature implique l'existence de la cause et en est la preuve. Dans la rigueur des principes, il faudrait décider qu'il y a un aveu écrit ; or, l'aveu fait pleine foi contre celui qui l'a fait ».

Toute cette argumentation ne répond pas à notre question. Ce qu'on veut connaître, c'est la cause concrète et déterminée, c'est elle que le demandeur doit prouver, puisque l'aveu du défendeur n'est pas complet et n'établit qu'une cause quelconque dont tous les caractères nous échappent.

Il en résulte que l'écrit non causé n'a pas une force suffisante pour établir la créance dont il mentionne la formation, mais il pourra servir comme commencement de preuve par écrit à l'effet de rendre admissible la preuve testimoniale, et si la promesse est attestée d'une manière assez positive, on sera admis à présu-

mer que la cause n'a pas seulement une existence certaine, mais encore un caractère licite. Ajoutons que, si cette présomption est possible, ce ne sera qu'une preuve indirecte soumise à l'appréciation souveraine du juge dont l'erreur ne constituera qu'un mal jugé. D'après ce qu'on peut voir, le billet non causé constitue une présomption grave suffisante pour permettre au juge de déclarer l'obligation établie, mais qui ne peut jamais contraindre le juge à se prononcer dans ce sens.

III

La majorité des auteurs invoquent une présomption légale en faveur de la validité du billet non causé ; elle ressortirait de l'article 1132 ; aux termes de cet article, le créancier serait dispensé de fournir une preuve spéciale de la cause. Cette présomption admet la preuve contraire, le débiteur pourra la faire tomber par toute voie de droit et à ce sujet M. Laurent (1) signale une différence pratique entre son opinion suivant laquelle tout billet non causé a la force d'un aveu et l'opinion de la majorité des auteurs et de la jurisprudence qui y voit une simple présomption.

(1) Laurent, XVI, p. 227 et suiv.

L'aveu ne peut être révoqué à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait, qu'il a été extorqué par violence ou surpris par dol ; la présomption peut être combattue par toute preuve contraire. Mais cette différence est moins réelle qu'elle le paraît. Elle se ramène à la constatation que l'erreur de droit peut être invoquée dans un cas et non dans l'autre ; et encore elle est contestable, puisque l'article 1356 qui exclut l'erreur de droit ne s'applique qu'à l'aveu judiciaire. Or, il n'est pas sûr que le caractère exceptionnel de cette disposition permette de l'étendre par analogie. Pourtant, l'article 1132 donne lieu à interprétation. On est en droit de douter, en le lisant, de l'exactitude du sens que lui prêtent la doctrine et la jurisprudence. Essayons de découvrir sa véritable signification dans les travaux préparatoires du Code civil, et puisque les articles 1108, 1131 et 1132 parlent tous de la cause, nous allons d'abord rechercher ce que le code entend par cette cause.

IV

Malheureusement, la loi ne fait que supposer la notion de cause connue. Elle n'en fournit aucune définition et peut-être a-t-elle été arrêtée par l'étendue de la question. Si, laissant de côté le sens philosophique

du mot, on tentait seulement d'en élaborer une définition purement juridique, on ne tarderait pas à s'apercevoir que la complexité de la notion la rend rebelle à cette définition.

Mais d'abord, est-ce la cause de l'obligation ou celle de la convention qu'exige la loi? Il règne à ce sujet une certaine confusion dans les textes qui parlent tantôt de la cause d'une convention, tantôt de la cause de l'obligation et même de la cause dans l'obligation, expression employée par Pothier. Le mot obligation vient encore ajouter à la confusion en désignant tantôt le lien de droit envisagé dans son ensemble, tantôt envisagé passivement ou activement.

Certains auteurs (1) ont été jusqu'à rechercher la cause de toutes les obligations sans distinction contractuelles ou non. On peut donc englober sous le terme cause : la cause des obligations en général (les sources des obligations), la cause des conventions (ce qui fait qu'on se trouve devant un tel contrat et pas un autre) et la cause des obligations conventionnelles qu'on peut confondre avec le motif de l'obligation. Mais si la cause finale est le but immédiat et invariable de nos actes, la cause occasionnelle ou impulsive n'en est pas le motif direct et essentiel. La cause finale pour un acte donné ne peut jamais être qu'uni-

(1) Daufresne, nos 881, 86, 89, 90, *in fine*.

que, tandis que les causes occasionnelles peuvent varier à l'infini.

On arrive à se rendre compte que c'est de la cause finale que le code s'est occupé, mais il n'est guère facile de lui donner une définition exacte. Ce serait « le but immédiat et par conséquent, essentiel, en vue duquel on contracte. Elle est la raison d'être de l'obligation, son pourquoi » (1). M. Gauly définit la cause. « Le fait ou la qualité du créancier qui rend intelligible l'acte par lequel le débiteur s'est obligé ». D'après Bigot de Préameneu, elle réside dans l'intérêt réciproque des parties ou dans la bienfaisance de l'une d'elles. M. P. Collin essaie de définir la cause de la façon suivante : la cause de l'obligation est... une idée ayant immédiatement précédé logiquement sinon chronologiquement, la volonté de s'obliger, dans l'esprit du débiteur ; il justifie cette vague façon de définir la cause par la considération que la cause des obligations conventionnelles varie suivant le contrat et que, par suite, il n'est pas possible d'en donner une définition précise.

L'auteur qui paraissait, à un moment donné avoir trouvé le mot de l'énigme est Oudot grâce à un moyen qualifié de fort ingénieux par les uns, et qui, d'après d'autres, aurait au contraire été de nature à ne pas faire avancer la question, en considérant le « cur debetur » et le « cur promisit » comme un pro-

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde.

cédé scolastique qui ne contient pas une réponse suffisante à la question (1). Oudot ne nous dit pas ce qu'est la cause.

Ce qui est certain, c'est que l'article 1.108 emploie le mot cause dans le sens motif, mais il ne s'ensuit pas que tout motif constitue une cause. Toute la difficulté sera de distinguer lorsque le motif est cause et lorsqu'il ne l'est pas. Mais quel critérium aura-t-on pour distinguer le simple motif de la cause? Les premiers commentateurs du code définirent la cause : le motif qui, dans le contrat, détermine une partie à s'obliger, à faire la promesse (2).

MM. Aubry et Rau (3) ont pensé trancher la difficulté en définissant la cause : le motif juridiquement suffisant. Mais cette formule non plus ne nous avance pas davantage car il nous reste toujours à savoir quels motifs sont juridiquement suffisants et quels ne le sont pas.

MM. Colmet de Santerre et Demolombe définissent la cause le but direct, immédiat, apparent, que l'on

(1) Brissaud, 2^e partie p. 13. V. Accolas, t. 2, 777.

(2) Deloincourt, t. II, p. 128, Merlin Oust de dr. V. cause des obli., § 1, Fouillier, VI, n. 66, Gauthier-Lachapelle, Encycl. du dr. V. Contrat, n. 176, Demante IV, n. 46, Larombière, art. 1131, n. 2.

(3) Aubry et Rau, t. IV, § 345 ; Adde, Gauthier-Lachap, *loc. cit.* n. 176, Jourdan, *Le Droit français*, pp. 308, 309.

se propose d'atteindre en s'obligeant (1). Ce but se distingue nettement du simple motif. Le simple motif est indirect, éloigné, souvent caché et très variable. Si l'on suppose deux personnes faisant le même contrat, elles sont préalablement poussées à contracter, à s'obliger, par des motifs différents. La cause est un élément apparent, visible à tous les yeux, nul n'a besoin de la chercher, un élément fixe, invariable, qui se retrouve toujours le même dans un même contrat ; si l'on suppose deux personnes faisant le même contrat, elles sont toutes deux déterminées à s'obliger par une cause identique (2).

(1) Colmet de Santerre, t. V. n. 46 bis, I ; Demolombe, t. XXIV, n. 355, Daufresne, n. 80 et 87, Mourlon, t. II, n. 1101.

(2) Daufresne, n^{os}. 80 et 87 ; Colmet de Santerre *loc. cit.* ; Brisaud, pp. 8 et 5. V. pour la critique Carathéodory, p. 257.

IV

I

Il convient, après avoir ainsi essayé de préciser le sens de la notion de cause, que nous recherchions dans les travaux préparatoires comment étaient rédigés les articles qui nous intéressent.

Dans les quatre projets qui ont été successivement présentés à la convention par Cambacérès, et au Conseil des cinq cents par Jacqueminot, on trouve bien le mot cause, mais employé comme synonyme de source des obligations.

Dans le projet qui fut élaboré en l'an VIII par Portalis, Tronchet, Maleville et Bigot de Préameneu et qui après avoir été soumis à la critique des tribunaux d'appel, aboutit à la rédaction définitive du code du 30 ventôse an XII, on consacra des développements à la cause dans la section IV du chapitre I du titre II, du projet de code civil qui était ainsi conçue: (1) « De la cause ».

(1) Fenet, t. II, p. 163.

28. Il est libre aux parties de faire entre elles toutes les conventions qu'elles jugent à propos, pourvu que la convention n'ait point une cause illicite ;

29. La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi ou contraire aux bonnes mœurs, ou contraire à l'ordre public ;

30. La cause illicite annule la convention.

La convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit point exprimée.

31. L'obligation sur une fausse cause est nulle.

Voici maintenant les réponses des différentes cours relativement à cette question.

Tribunal de Cassation : « Sur l'article 30 : Est-ce assez d'avoir dit que la cause d'une convention peut n'être pas exprimée ? Cela semble supposer qu'au moins faut-il pour la validité d'une convention qu'il y ait réellement une cause, quoique non exprimée ; mais alors ne faudrait-il pas dire, en l'article 31, que l'obligation sans cause ou sur une fausse cause est nulle ? Et le second alinéa de l'article 30 se reporterait à la suite du trente-et-unième du projet » (1).

Tribunal d'appel d'Amiens : « Art. 30. — Changer la seconde partie en ces termes : « la convention n'est point valable, si la cause n'en est exprimée au moins implicitement » (2).

(1) Fenet, t. II, p. 584,

(2) Fenet, t. III, p. 135.

Tribunal d'appel de Bruxelles : « Art. 30. — Une convention dont la cause n'est point exprimée n'a quelquefois pour fondement qu'une cause illicite ; elle peut être aussi l'effet du dol et de la surprise.

« Lorsque de fortes présomptions s'élèvent sur l'illégitimité d'une convention non causée, le juge peut charger le créancier ou celui qui fait usage de la pièce de prouver la cause.

« Cet amendement paraît nécessaire pour ne pas mettre le juge dans la nécessité de sanctionner une convention dont la cause est suspecte » (1).

Tribunal d'appel de Caen : Art. 30. — La disposition de cet article est bonne. Il ne fallait pas tenir aux subtilités du droit romain sur la nécessité d'exprimer la cause d'une convention ; mais cependant il faut que cette cause soit constante et licite, et il est à craindre qu'on n'abuse des expressions trop absolues de cet article, pour voiler des causes fausses et illicites. Pour éviter cet inconvénient, il faudrait ajouter : « Pourvu qu'elle ne puisse pas être justifiée, être illicite », ou bien faire de cette disposition un article séparé (2).

Tribunal d'appel de Colmar : « L'article 6 du premier chapitre de ce titre veut une cause licite dans l'obligation.

« L'article 30 dit que la convention n'en est pas

(1) Fenet, t. III, pp. 271 et 272.

(2) Fenet, t. III, pp. 422 et 423.

moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

« Et l'article 31, que l'obligation sur une fausse cause est nulle.

« Il résulte de tout cela que la cause est de l'essence de la convention, mais qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit exprimée. Pourquoi, au contraire, ne pas ordonner que la cause exprimée, puisque, si la cause est fausse, la convention sera nulle? Ce défaut d'expression de la cause donnera lieu à bien des difficultés. Si l'on soutient que l'obligation n'est pas causée, puisque la cause est illicite, il faudra donc admettre la preuve par témoins, contrairement aux dispositions de l'article 210, qui porte : « La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu de l'acte ». Il paraît plus régulier de donner une foi pleine et entière aux actes, lorsqu'ils contiennent tout ce que la loi a déterminé pour leur validité (sauf inscription de faux) plutôt que de recourir à des preuves testimoniales qui n'offrent pas toujours la vérité pour résultat (1).

Tribunal d'appel de Grenoble : « Art. 30. — Il faut mettre nulle au lieu de valable, qui se trouve dans le second alinéa de cet article, parce qu'il s'agit, dans cet article, des conventions dont la cause illicite et que le pronom en s'y rapporte.

(1) Fenet, t. III, p. 477.

« Si les auteurs du projet du Code avaient eu l'intention de présenter une disposition relative aux conventions où la cause aurait été omise, ils auraient pu dire : Une convention est valable quoique la cause n'y soit pas exprimée ; mais l'on sent que ce principe serait fort dangereux » (1).

Tribunal d'appel de Lyon : « À ces mots : « La convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit point exprimée », substituer : « La convention dont la cause n'est point exprimée ne peut produire aucun effet, à moins que la cause ne soit prouvée ; elle sert de commencement de preuve par écrit. »

« Si on dispense d'exprimer la cause d'une convention, comment reconnaître si elle est illicite ou fausse ? Ce paragraphe détruirait les dispositions précédentes, qui sont très importantes, et donnerait, d'ailleurs, ouverture aux donations déguisées, aux fraudes de toutes espèces » (2).

Tribunal d'appel de Metz : « Lorsqu'un article d'une loi est divisé en deux parties, il faut que la seconde soit ou le développement, ou la restriction, ou le corollaire de la première ; autrement, il faut en faire une disposition séparée.

« On ne voit aucune analogie entre la cause illicite

(1) Fenet, t. III, p. 558.

(2) Fenet, t. IV, p. 130.

qui annule et la cause non exprimée qui n'annule pas ; ce sont deux choses absolument distinctes ; il faudrait donc distinguer la disposition, en faisant deux articles » (1).

Tribunal d'appel de Montpellier : « La non-expression de la cause dans les conventions peut donner lieu à des contrats simulés ou frauduleux, ou favoriser singulièrement les contrats simulés qui peuvent être passés pour éluder la disposition des lois, notamment celles sur la disposition des biens à titre gratuit.

« Le système restrictif de la faculté de disposer à titre gratuit donnera lieu à des contraventions d'autant plus multipliées que ce système est contraire au droit de propriété et à la liberté naturelle, qui ne veulent pas perdre ainsi leurs droits.

« On sent que l'expression de la cause dans les obligations n'est pas une petite gêne pour ceux qui appliquent ce nom à leurs libéralités prohibées par les lois (2) ».

Tribunal d'appel de Rouen : « Art. 30. — Il est de règle générale que, dans les obligations qui ne renferment pas une cause, la promesse de payer ne suffit pas ; il faut que l'acte exprime la reconnaissance de devoir. Si on veut maintenir cette règle, elle doit être placée sous l'article 30 » (3).

(1) Fenet, t. IV, p. 390.

(2) Fenet, t. IV. pp. 486, 487.

(3) Fenet, t. V, pp. 486, 487.

Quelle influence exercèrent ces observations sur la rédaction du nouveau projet du titre des contrats, qui fut présenté au Conseil d'Etat par Bigot-Préameneu, le 11 brumaire an XII ?

On tint compte de l'observation de la cour de cassation, on déclara d'abord, dans l'article 28, que l'obligation sans cause serait nulle, et naturellement on fut conduit à rapprocher de l'obligation sans cause l'obligation sur fausse cause, qui passa ainsi de l'article 31 à l'article 28. « L'obligation sans cause ou sur une fausse cause est nulle ». Mais au lieu de répéter le second alinéa de l'article 30 à la suite du projet, comme le voulait la cour de cassation, on en fit un texte : « L'obligation sans cause ou sur fausse cause est nulle. La convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée ». A la suite de cet article, on maintint comme l'article 29, l'ancien article 28 : « Il est libre de faire entre elles toutes les conventions qu'elles jugent à propos, pourvu que la convention n'ait point une cause illicite ». La section se terminait par un article 29, ainsi conçu : « La cause illicite annule la convention. La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ».

Toutes les objections, et spécialement celle de la Cour de cassation, se réfèrent au deuxième alinéa de l'article 30 qu'on trouvait déplacé et pourtant, comme

le dit le Tribunal de Metz « lorsqu'un article est divisé en deux parties, il faut que la seconde soit ou le développement, ou la restriction ou le corollaire de la première ». Mais qu'est-ce qu'on voulait de plus, comment pouvait-on déclarer que cet alinéa ne fût pas un développement de la première partie, si on tenait compte que, dans l'ancien droit, une présomption de cause illicite naissait du silence gardé sur la cause. Mais ce « en » se réfère tout simplement à la cause illicite. Le nouveau code voulait trancher une fois pour toutes cette présomption de « turpem vel injustam causam » et dans cet alinéa il décide tout simplement que la convention ne sera pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée si cet alinéa devait être séparé et s'il voulait dire, comme le prétend la majorité des auteurs qu'on se passe de cause là où il n'y en a pas d'exprimée, cet alinéa aurait dû porter, selon la remarque du Tribunal de Grenoble : une convention est valable quoique la cause n'y soit pas exprimée », ce qui serait fort dangereux, ajoute ce tribunal.

La meilleure réponse relativement à notre question a été donnée selon nous par le Tribunal d'appel de Lyon qui veut qu'on substitue : La convention dont la cause n'est point exprimée ne peut produire aucun effet, à moins que la cause ne soit prouvée ; elle sert de commencement de preuve par écrit ».

Malheureusement on ne prêta aucune attention à

cette réponse, pas plus d'ailleurs qu'à tant d'autres plus conformes aux anciennes traditions, telles la réponse du Tribunal d'Amiens qui demandait simplement qu'on changeât la seconde partie en ajoutant : si la cause n'en est exprimée au moins implicitement, telles encore les réponses des tribunaux de Bruxelles, de Caen, de Montpellier, qui craignaient avec raison qu'on abusât des expressions trop absolues de l'article pour voiler des causes fausses ou illicites, et celle du Tribunal de Colmar trouvant plus naturel qu'on exigeât l'expression de la cause, puisque toute cause fausse est nulle. On sent que l'interprétation de cette disposition est la seule possible comme conforme aux principes généraux de droit. Si l'on adoptait l'autre interprétation, comment arriverait-on à soutenir qu'une obligation n'est pas causée ? Il faudrait ne pas tenir compte des dispositions de l'article 210 qui porte : La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu de l'acte ». Ou alors ne pas admettre le débiteur à se défendre contre une obligation prise sans cause, et ce serait reculer aux temps rudimentaires où l'on était obligé par les formules,

De toutes ces réponses des différentes cours, il se dégage une idée bien nette : que l'article 1132 est mal conçu et qu'il prête à interprétation pour servir à éluder la loi et à toutes sortes de fraudes.

La Cour de cassation trouve au contraire que cet

article n'est pas assez explicite pour décider la validité du billet non causé.

L'article 30 devint encore plus embrouillé : « L'obligation sans cause ou sur fausse cause est nulle. La convention n'en est pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée ».

Aucune explication sur ce que le législateur entend par fausse cause, et la deuxième partie qui rend inutile la première, car ce n'est pas en gardant le silence qu'on pourra savoir s'il y a une cause ou si elle est fausse, deux *en* auxquels on ne comprend rien, voilà ce qu'est devenu l'article 30.

Le nouveau projet fut discuté le jour même de son dépôt. Voici la partie de la discussion relative à la section de la cause :

L'article 28 est discuté.

M. Ségur dit qu'il est difficile de concevoir une obligation sans cause.

M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély cite, pour exemple d'une semblable obligation, un billet dans lequel il n'est pas dit valeur reçue.

M. Fourcroy dit que si la disposition s'applique à un cas semblable, elle paraît contredire celle qui déclare l'obligation valable, quoique la cause ne soit pas exprimée.

M. Bigot-Préameneu explique le sens de l'article. Un citoyen reconnaît devoir une somme sans énoncer la cause de sa dette ; son obligation est valable, parce

que la déclaration qu'il doit, fait présumer qu'il y a une cause ; la volonté de s'engager a, dû, en effet, être appuyée sur un motif. Cependant, si réellement il n'y en pas, il est admis à le prouver et à faire cesser la présomption.

M. Treilhard dit que ceux qui sont familiarisés avec les principes du Droit, conçoivent très bien qu'il y a des obligations sans cause. Par exemple, si je dis : Je dois à Pierre, on suppose qu'une cause a déterminé mon aveu ; que j'ai reçu la valeur de ce que je m'oblige à rendre, ou que je dois réellement par une raison quelconque. Si je dis, au contraire, je compterai à Pierre une somme de, il n'y a pas de cause présumée, parce que je ne me suis pas avoué débiteur.

M. Tronchet dit qu'il y a beaucoup de cas où celui qui souscrit une obligation se borne à reconnaître devoir. Tel est, par exemple, celui où l'obligation a pour cause une restitution que le débiteur ne veut pas avouer publiquement. Alors, on suppose qu'il y a une cause car il n'est pas presumable qu'un homme se constitue débiteur sans l'être en effet. Le défaut d'énonciation de la cause n'est pris en considération que quand l'obligé est mineur, ou qu'étant majeur, il justifie qu'on l'a surpris et trompé.

M. Portalis dit qu'un avocat général du Parlement de Paris a établi avec raison le principe que la déclaration du majeur devient une cause suffisante. Ce

n'est que pour les mineurs que la cause doit être prouvée.

L'article est adopté.

On peut constater que les jurisconsultes s'entendaient peu relativement à la cause, puisqu'il y en a qui ne conçoivent même pas d'obligation sans cause, et d'autres qui le conçoivent parfaitement.

On ne s'entend pas d'avantage sur ce que c'est qu'un billet non causé et nous le verrons encore moins sur la validité de ce billet.

Les articles 29 et 30 sont adoptés sans observations (1).

Le 16 frimaire an XII, Bigot-Préameneu présenta une nouvelle rédaction du titre des Contrats, qui fut adoptée sans discussion par le Conseil d'Etat. Dans cette nouvelle rédaction, l'obligation sur cause illicite dont la nullité était d'abord mentionnée dans un article à part fut placée à côté de l'obligation sans cause et de l'obligation sur fausse cause ; par là, devint inutile l'article déclarant qu'il est libre aux parties de faire entre elle toutes les conventions qu'elles jugent à propos, pourvu que la convention n'ait point une cause illicite. Les articles 1131, 1132 et 1133, reçurent leur rédaction définitive, et l'article 1132, dégagé du premier « en » qui en obstruait la formule, fut ainsi conçu : « La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas expri-

(1) Locré, t. XII, pp. 138 et 139.

mée » (1). Dans ses observations sur le titre des Contrats, la section de législation du Tribunal passa complètement sous silence les articles consacrés à la cause (2).

Voilà maintenant pour le commentaire qui fut donné de l'article 1132, dans les rapports et les exposés de motifs.

Bigot-Préameneu s'exprimait ainsi dans l'exposé des motifs : « On ne peut pas présumer qu'une obligation soit sans cause, parce qu'elle n'y est pas exprimée. Ainsi, lorsque dans un billet, une personne déclare qu'elle doit, elle reconnaît par cela même qu'il y a une cause légitime de la dette, quoique cette cause ne soit pas énoncée. Mais la cause que l'acte exprime ou fait présumer peut ne pas exister ou être fausse ; et si ce fait est constaté par des preuves que la loi autorise, l'équité ne permet pas que l'engagement subsiste (3).

Le tribun Mouricault, dans son discours au corps législatif pour toute explication, s'exprima ainsi sur cette question. « La quatrième et dernière des conditions essentielles à la validité des conventions est qu'elles présentent une cause, exprimée ou non, mais réelle et licite (4).

(1) Locré, t. XII, pp. 97 et 227.

(2) Locré, t. XII, pp. 259 et 260.

(3) Locré, t. XII, p. 325.

(4) Locré, t. XII, p. 557.

Dans son rapport au Tribunal, Favard disait : « Mais il ne faut pas confondre l'obligation qui n'a pas de cause avec celle où la cause n'est pas exprimée. Dans le premier cas, comme nous venons de le dire, il n'y a pas d'obligation ; dans le second, l'obligation subsiste : elle est valable si la cause est connue, quoique non exprimée. La différence vient de ce que, dans le premier cas, il est reconnu que l'obligation n'a pas de cause, et de ce que, dans le second, il existe une cause, quoique non exprimée ». (1).

Voici encore son opinion à propos du titre des Conventions, sect. II, § IV.

« Au surplus, il n'est pas nécessaire à la validité de l'engagement, que la cause en soit exprimée. Cependant, elle n'est pas présumée légitime par cela seul que l'obligation a été contractée par un majeur. Dans ce cas, la cause doit être prouvée par le créancier, car le fardeau de la preuve ne saurait être rejeté sur le débiteur, qui ne peut être tenu de prouver une négative.

Le créancier représente une obligation qui n'exprime pas de cause : cette obligation est nulle si elle ne repose pas sur une cause légitime, le débiteur nie la réalité de cette cause, c'est donc au créancier à la prouver, comme il a prouvé le fait de l'obligation par la représentation de son titre, l'article 1315 du code civil ne laisse aucun doute sur ce point.

1) Locré, t. XII, p. 429.

On retrouve toutes les opinions relativement à la validité du billet non causé. On est à se demander ce que les jurisconsultes ont voulu entendre par cet article divinatoire (1). Ils ne pouvaient pas mieux trouver comme énigme pour répondre à toutes les opinions. Il s'ensuit une seule chose de ce débat : C'est qu'on n'est pas autorisé à rompre avec les anciennes traditions, puisque les jurisconsultes qui ont pris part à la confection de cet article n'ont pas osé le déclarer, et il aurait fallu une mention expresse pour un changement de cette importance.

(1) Le mot est de Mourlon.

V

I

Interprétation de l'article 1132 par les auteurs modernes

Art. 1132. — « La convention n'est pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée. »

Qu'est-ce qui n'est pas valable ? L'écrit qui représente la convention répondent la majorité des auteurs. Du reste ce n'est pas la première fois, ajoutent ces auteurs, que le législateur a pris le mot convention dans le sens d'écrit destiné à faire la preuve (ex. les art. 931 et 1567).

Le législateur désigne souvent sous une même dénomination (celle d'acte) soit la convention elle-même soit l'écrit qui la constate. Où doit-on comprendre que, la cause d'une obligation conventionnelle puisse n'être pas exprimée ? Les auteurs en question répondent : « c'est seulement dans l'acte ou le billet qui est des-

tiné à prouver l'obligation, que la cause peut n'être pas exprimée.

On peut faire l'objection suivante à ces auteurs : D'abord pour pouvoir demander : où la cause d'une obligation conventionnelle peut n'être pas exprimée, il faudrait que le texte de l'article 1132 portât : quoique la cause n'y soit pas exprimée. La seconde objection possible est que ces auteurs ne tiennent pas compte de la première rédaction de l'article 1132 et des deux *en* qui se réfèrent à la cause illicite.

On peut tirer encore un argument de la place occupée par l'article 1132 contre l'opinion aux termes de laquelle le dit article résoudrait une question de preuve. Comment se fait-il, dira-t-on, que le législateur ne dise rien à ce sujet au chapitre de la preuve ?

On a soutenu que l'article 1132 établirait en faveur du créancier, c'est-à-dire de l'existence de la cause une présomption légale susceptible de preuve contraire. Cette présomption est toute naturelle, car en général, on ne signe pas un engagement sans cause, et comme le droit, ajoute M. Laurent, est fait pour les gens sensés, qui se rendent compte de ce qu'ils font, on doit conclure dans le sens de la validité du billet qui ne porte pas sa cause, malgré les contestations du débiteur invoquant le défaut de cause. Pour ces auteurs (1), celui qui se présente porteur d'un pareil

(1) Toullier, t. VI, n. 175 et t. IX, n. 83, Bonnier, *Traité des Preuves*, Colmet de Santerre, t. V. nn. 48-50, pp. 60 et 5. Demo-

billet ne fait qu'une preuve incomplète puisqu'il ne prouve pas la source d'où son droit dérive, néanmoins la loi tient sa preuve pour faite.

C'est l'effet de la présomption légale de cause. Ces auteurs invoquent en faveur de leur opinion le langage de Treilhard et de Bigot de Préameneux.

Voici dans quels termes s'exprime M. Larombière (1), par cela même, en effet, que l'on déclare contracter une obligation, on est présumé naturellement s'obliger en vertu d'une cause quelconque. C'est sur cette pensée que sont fondées les dispositions de l'article 1132. En disant que la convention n'est pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée, il établit une présomption de droit qu'au fond il existe réellement une cause. En conséquence celui qui prétend qu'il n'existe pas de cause licite et valable à son engagement, doit prouver le mérite de son exception. En excipant de la nullité de l'obligation pour défaut de cause, il se porte demandeur, et, à ce titre, la preuve lui incombe. Prouve-t-il que l'obligation est sans cause, alors, suivant l'article 1131, elle ne peut avoir aucun effet. Mais tant que cette preuve n'est pas

lombe, XXIV, nn. 360 et s. Artur, pp. 230 et s. Brissaud, pp. 199 et s. Delsol, t. I, nn. 750 et 998 ; Daufresne, nn. 186 et s ; Moulon, t. II, nn. 116 et s. Marcadé, sur l'art. 1314, n. 3 ; Delaporte, Pand franc. sur l'art. 1132 ; Marbeau des Transact., n. 167 ; Transact. n. 167 ; Rolland de Villargues, Rép. du not., v. cause des oblig. n. 63.

rapportée, tant qu'il reste dans les termes de la convention qui le constitue obligé, le débiteur est sous le coup de son engagement, lequel en l'absence de toute preuve contraire, est réputé fondé sur une cause valable, quoiqu'elle ne soit pas exprimée. Tout demandeur est sans doute tenu en cette qualité de justifier du concours de toutes les conditions auxquelles est subordonné l'exercice régulier de sa demande. Mais il est dispensé de la preuve à cet égard, lorsque la loi établit elle-même une présomption de droit que ces conditions existent. Or c'est précisément ce qui a lieu dans ce cas. Dire que la convention est valable, quoiqu'elle n'exprime aucune cause, c'est évidemment supposer l'existence des diverses conditions auxquelles est attachée sa validité. De même donc que le débiteur doit établir les vices du consentement ou de capacité qu'il allègue il doit établir les vices de cause, c'est-à-dire la fausseté, l'illégalité ou le défaut absolu de cause.

Donc le créancier est dispensé de faire la preuve de la cause puisque l'article 1.132 contient une présomption légale. Mais qu'est-ce qu'une présomption légale? D'après l'article 1.350 c'est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits. Mais où se trouve-t-elle dans l'article 1.132 cette loi spéciale qui établit une présomption? Le

(1) Larombière, Théorie et pratique des obligations, t. I, pp. 293 et s.

fait litigieux est le suivant : une personne a souscrit un billet non causé ; où lisons nous dans la loi que ce billet fait présumer l'existence d'une cause légitime et par suite d'une obligation valable ? On ne retrouve ni le mot, ni même l'idée d'une présomption dans le texte de l'article 1.132. C'est une question de validité que cet article résout et non une question de preuve.

Quant à l'analogie qu'on établit avec la preuve du consentement nous répondrons qu'en souscrivant le billet on établit complètement l'évidence de ce consentement, mais le fait de s'obliger implique seulement une idée de cause, sans prouver la cause réelle et licite que l'article 1.108 exige.

Quant à la capacité si on présume jusqu'à preuve contraire qu'on est capable c'est qu'il n'y a pas là une condition essentielle à la formation d'une obligation conventionnelle.

L'article 1.132 a été le sujet d'une polémique assez vive entre Toullier et Duranton, dont le dernier a parfaitement répondu que l'article 1.132 ne dit pas un mot de tout ce qu'on veut lui faire dire.

Voilà de quelle façon s'exprime Toullier (1) relativement à notre question : « M. Duranton prétend réduire l'acte dans lequel la cause de l'obligation n'est point exprimée, à un simple commencement de preuve écrite, qui autorise le créancier à prouver par témoins que l'obligation a une cause.

(1) Toullier, *Droit civil français*, t. IX, p. 135, n. 83.

Cette opinion singulière qui, si elle était suivie, s'appliquerait aux actes authentiques aussi bien qu'aux actes sous seing privé nous a paru tellement contraire au texte de la loi et à l'esprit du code, que nous avons cru devoir l'examiner.

L'article 1.131, dit l'auteur, porte que l'obligation sans cause est nulle.

A la vérité l'article 1.132 ajoute que l'obligation n'en est pas moins valable, quoique la cause ne soit pas exprimée dans l'acte. Mais poursuit M. Duranton, c'est le créancier qui argumente de cette disposition ; c'est donc à lui de prouver que l'obligation a une cause. Cette conséquence est une première erreur manifeste. Oui sans doute, c'est le créancier qui argumente de la disposition de la loi ; mais loin d'en conclure que c'est à lui de prouver que l'obligation a une cause, il faut en conclure au contraire qu'il n'est tenu à aucune preuve. C'est un principe incontestable en jurisprudence celui qui a en sa faveur une disposition ou une présomption de la loi, est dispensé de toute preuve (art. 1.152). Le créancier qui présente un acte que la loi déclare valable, quoique la cause de l'obligation n'y soit pas exprimée, est donc dispensé de toute autre preuve. »

C'est une vérité bien inutile ce que nous dit là M. Toullier à savoir : que lorsqu'on a une présomption de la loi en sa faveur, on est dispensé de

toute preuve. Il s'agit seulement d'être sûr que l'art. 1.132 est bien une présomption.

« L'auteur aurait parfaitement raison si telle était en effet la signification de l'article 1.131 ; mais c'est précisément pour qu'on ne lui donne pas cette signification que l'article 1.132 ajoute de suite : « La convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

Après un texte aussi formel, il ne restait, pour soutenir l'opinion de M. Duranton, que de donner à l'article 1.131 une signification absolument opposée à celle que lui donne le code.

Selon nous, dit l'auteur, l'article 1.131 signifie que l'obligation est nulle, si la cause n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

Le lecteur aura donc à choisir entre le sens qu'a donné l'auteur à l'article 1.131 et celui qu'y donne le code dans l'article 1.132.

Pour soutenir son opinion Duranton prétend que c'est au créancier de prouver que l'obligation a une cause, parce que le débiteur ne peut prouver une négative. Supposons, dit-il, que sans rien devoir à Pierre je m'oblige volontairement et sans erreur à lui payer quelque chose, sans exprimer la cause. Cette obligation n'est qu'une pure libéralité qui n'est pas valable parce qu'elle ne réunit pas les conditions requises pour valoir comme donation. Or, si je soutiens que cette obligation est nulle par le défaut de cause,

on me réduit à l'impossible, en me réduisant à prouver que l'obligation n'a point de cause.

Il y a ici deux erreurs à noter : la première consiste à dire que le billet où je me suis obligé par pure libéralité, de donner par exemple 1.000 francs à Pierre est nul, parce qu'il ne contient point les conditions requises pour les actes de donation. Il est aujourd'hui incontestable que les donations déguisées sous la forme d'un autre contrat sont valides, quoique l'acte ne contienne pas les formalités exigées pour les actes de donation. La jurisprudence trop longtemps incertaine sur ce point, est enfin fixée par plusieurs arrêts de la cour de cassation que nous avons indiquées t. IV n. 174 et t. V n. 172 et 174). On tient aujourd'hui pour maxime que les donations faites sous la forme d'un autre contrat sont valides, lorsqu'elles ne sont pas frauduleuses et qu'elles sont seulement réductibles en cas qu'elles excèdent la portion disponible.

Cette jurisprudence est raisonnable, et dans l'esprit du code.

La remise d'une dette est une véritable donation ; cependant, personne ne doute qu'elle soit valable, quoiqu'elle ne soit pas revêtue de la forme exigée pour les actes de donation. Elle peut être faite par une quittance simulée et n'en est pas moins valable. Si la donation sous la forme d'un billet, d'une vente, etc., enfin la jurisprudence est fixée sur ce point.

La deuxième erreur consiste en ce que M. Duranton

affirme que celui qui fonde une demande ou une exception sur une négative, doit la prouver. Si la preuve est difficile dans le cas où le débiteur n'a point exprimé la cause de son obligation, ce n'est qu'à lui seul qu'il peut imputer cette difficulté.

Où sont toutes ces erreurs ?

En quoi M. Duranton donne-t-il à l'article 1131 une signification absolument opposée à celle que lui donne le code.

Voilà ce qu'il dit : on ne peut soutenir le système contraire sans perdre de vue que l'article 1131 ne se borne pas à déclarer nulle l'obligation sur une fausse, mais il annule également l'obligation sans cause.

On s'étonne que M. Toullier trouve à redire sur une vérité comme la suivante : l'article 1131 porte que l'obligation sans cause est nulle.

Est-ce que l'obligation sans cause ou sur une fausse cause serait valable ! A-t-on besoin comme pour une fausse cause de prouver que l'obligation n'a pas de cause ? Dans le premier cas il y a une apparence de cause qu'il faut contredire pour arriver à prouver qu'elle est fausse, tandis que dans le second, comment peut-on être obligé de prouver une chose qui n'existe pas et dont on n'a aucune apparence à contredire. Dans ce cas la preuve du débiteur est toute faite d'avance.

M. Toullier prétend que la cause est présumée par le fait seul de l'obligation et que le créancier est dis-

pensé de la prouver parce que celui-ci a en sa faveur une présomption de la loi, et par cela même, est dispensé de toute autre preuve (1352).

On peut répondre que lorsqu'on est obligé de présumer quelque chose on présume la règle et non l'exception. Or les obligations ne naissent que de faits déterminés, exceptionnels; il faut donc présumer plutôt qu'on n'est pas obligé, le créancier fera tomber cette présomption en prouvant l'obligation. Pour démontrer celle-ci, il faut prouver l'existence des éléments nécessaires à la formation d'une obligation. Donc ce qu'il s'agit de savoir, ce n'est pas ce qu'on doit présumer, mais quels sont les éléments nécessaires à la formation d'une obligation. La cause comme élément essentiel à la formation d'une obligation doit donc être prouvée par celui qui se prétend bénéficiaire d'une créance.

C'est à bon droit, croyons nous que M. Duranton répond à l'allégation de M. Toullier « qu'on doit toujours sous entendre une cause juste et suffisante lorsque le contraire n'est pas prouvé », par la fameuse réponse que : « l'article ne dit pas un mot de cela » et que M. Toullier ajoute beaucoup sinon tout le sens opposé, à cette disposition. La présomption de M. Toullier n'est point écrite dans la loi, c'est plutôt la présomption contraire qui résulte de la combinaison des articles 1131 et 1132.

Voyons combien de présomptions faudra-t-il pour

arriver à la solution de M. Toullier. La souscription d'un billet que peut-elle supposer ? La restitution d'un dépôt, le remboursement d'un prêt ou une donation ? Que faut-il présumer ? Puisque la loi présume qu'il y a une cause, quel caractère doit-on lui présumer ? Onéreux ou gratuit ? Onéreux le veut la loi et voici la raison. La loi veut que les dispositions à titre gratuit soient assujetties à certaines formalités dont l'inobservation entraîne la nullité de l'acte. Par conséquent, tant que ces formalités ne sont pas observées, l'on ne peut présumer que les parties ont voulu faire une donation, et même, quand on les supposerait, l'acte n'en serait pas moins nul, pour le défaut d'observation de formalités (1).

D'autre part, la loi veut qu'on entende un acte susceptible d'être interprété de diverses manières, dans le sens avec lequel il peut produire quelque effet (2). Et voilà encore cette nouvelle présomption dans l'article 1132.

Quant à la prétendue impossibilité de prouver un fait négatif on a répondu avec raison que cette négation n'est qu'apparente, mais comment arriver à connaître cette cause ? Ce n'est pas par les dénégations du débiteur qu'on sera plus avancé. Une partie des auteurs pour ne citer que Delsol (3), et la majorité des

(1) Deloincourt, t. II, p. 472, note 5 de la p. 128.

(2) Mourlon, t. II, n. 1108.

(3) Delsol, t. II, p. 418.

décisions des tribunaux sont d'avis qu'il faut au moins : apporter un tempérament à ce sujet et décider que si le créancier n'est pas tenu de prouver l'existence de la cause, il doit cependant indiquer sa nature : en effet, ou la cause est licite, et alors il aurait mauvaise grâce à ne pas la faire connaître, ou elle est illicite et alors il faut que mis par la nature même de la cause dans la nécessité de faire un mensonge il puisse être combattu par le débiteur qui prouvera la fausseté de la cause indiquée. Une fois cette fausseté établie, ce sera évidemment au créancier à prouver l'existence d'une cause morale et licite s'il veut obtenir l'exécution de l'engagement. Voilà aussi ce que dit Mourlon (1) à ce sujet : le signataire d'un billet non causé peut exiger que le créancier dise quelle est, selon lui, la cause de l'obligation et s'il prouve que la cause indiquée est fausse, c'est alors au créancier à prouver l'existence d'une autre cause. »

Pour conclure : le débiteur est presque toujours mis dans l'impossibilité de prouver le défaut de cause, cette preuve qui a l'air d'être possible théoriquement, ne l'est pas en pratique. Le débiteur n'arrivera jamais à prouver par exemple que le prétendu créancier ne lui a pas remis l'argent à raison duquel il avait souscrit le billet, puisqu'effectivement les prêts ont lieu presque toujours sans témoins, nous croyons utile de rappeler

(1) Mourlon, code Napoléon, t. 2, p. 558, art. 1132.

la contradiction de la loi en cas d'admission de la preuve par témoins outre et contre le contenu des actes, ce qui prouve que la solution adoptée par la majorité des auteurs n'est pas juridique.

M. Huc (1) qui a consacré des développements importants à la théorie de la cause est un partisan convaincu de l'inutilité de cette cause ; il considère comme le résultat d'un pitoyable malentendu sur l'orthographe et le sens du mot « coze » toute la théorie échaffaudée sur cette idée. Il s'exprime relativement au billet non causé dans les termes suivants :

86. Il s'agit donc ici, non d'une question de validité de la convention, mais d'une question de preuve. La difficulté consiste à savoir si, quand un écrit n'est pas causé, c'est à celui qui en est porteur de prouver l'existence de la prestation antécédente, dont l'obligation résultant de l'écrit serait l'équivalent. C'est là une vieille controverse qui paraît aujourd'hui terminée, du moins dans la doctrine. Il faut d'abord écarter la distinction proposée d'après laquelle le demandeur serait soumis à la nécessité de prouver l'existence de la cause antécédente, quand l'écrit porte : je reconnais devoir, parce que dit-on dans ce dernier cas, il y aurait un aveu (2). Mais le texte n'autorise pas une distinction,

(1) Huc, t. VII, *Commentaire théorique et pratique du code civil*, pp. 122 et s.

(2) Aubry et Rau, § 345, texte et note 5 ; Cass. 25 juillet 1876, D. 78, 1, 123.

d'ailleurs aussi peu consistante. Dans un premier système on soutient que le demandeur doit prouver tous les éléments de fait qui sont une condition essentielle de l'existence de l'obligation par lui invoquée et par conséquent de la cause (1108) alors surtout qu'on ne saurait mettre à la charge du prétendu débiteur la preuve d'un fait négatif.

Mais on répond facilement que la difficulté de prouver un fait négatif est plus apparente que réelle car il est toujours possible de prouver le fait positif contraire à celui que le demandeur aura peut-être amené à formuler pour expliquer la présence entre ses mains de l'écrit qu'il allègue, et dans tous les cas il est facile de prouver les faits de violence, d'erreur, dol ou autres qui ont eu pour résultat la signature de l'écrit contesté. Quant à l'objection tirée de l'article 1108, elle prouve trop et par conséquent ne prouve rien, car elle tendrait à mettre à la charge du demandeur la preuve de sa capacité, de la pureté du consentement échangé entre les parties, etc. (1).

La jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion de faire l'application de ces principes (2), elle a même

(1) Colmet de Santerre, I, v. n. 48 *bis*, Demolombe XXIV, n. 366 ; Laurent XVI, n. 166 ; Baudry-Lacantinerie, II, n. 855 ; Cass. 28 novembre 1885, S. 86, 1, 200 ; Cass. 20 juillet 1885, S. 85, 1, 308.

(2) Cass. 28 novembre 1889, D. 90, 1, 52 ; Agen, 4 mars 1889, S. 82, 2, 139, Paris, 16 novembre 1888, D. 89, 2, 253.

décidé que le souscripteur d'un billet à ordre n'est pas tenu de payer le tiers porteur, quand ce billet se trouve sans cause entre les mains de ce dernier (1).

M. Huc prétend donc que l'article 1108 prouve trop ou pas assez puisqu'il n'exige pas que le demandeur prouve l'absence d'erreur, de violence ou de dol, et quant à la capacité dont il parle, on présume toujours qu'on est capable. Il faut conclure qu'on doit présumer que toute obligation a sa cause, ce qui est le plus fréquent puisqu'en général on ne s'oblige pas sans une raison quelconque.

La capacité se présume, dit Arthur, c'est au débiteur à prouver qu'il est incapable. Il en est de même de la cause qui se présume aussi, c'est au débiteur à prouver qu'il n'y en a pas. C'est à lui à poursuivre la nullité relative ou à faire constater la nullité absolue, ni l'une ni l'autre ne vont de droit. Or, pourquoi la capacité se présume-t-elle indépendamment de toute mention du billet à cet égard? Parce que la capacité est le fait ordinaire. Quand on est obligé de présumer quelque chose, on présume l'ordinaire plutôt que l'exceptionnel. Bien entendu, on ne présume que jusqu'à preuve contraire. Quel est donc l'ordinaire en matière de cause? Est-ce les obligations sans cause ou les obligations ayant une cause? Les obligations sans cause sont l'exception on ne peut donc présumer le

(1) Cass. 25 juin 1890, D. 90, 1, 369.

défaut de cause, donc, le débiteur doit prouver le défaut de cause, s'il s'en réclame (1).

On peut opposer aux auteurs précédents qu'on n'est pas obligé d'avoir recours à des présomptions, puisque le billet ne prouve pas davantage que ce qu'il porte, or il n'y a pas de cause, alors pourquoi recourir à des présomptions pour un fait qui est déjà prouvé. Du reste à quoi servirait-il de présumer que l'obligation a une cause, une raison quelconque, comme le dit Treilhard? Ce que doit prouver le créancier c'est quelle cause a l'obligation.

Quant à la comparaison qu'on a fait avec la capacité, elle ne saurait être faite, parce que la capacité n'est pas un élément essentiel à la formation d'une obligation. Celui qui se prétend créancier n'a pas à prouver la capacité de celui qui s'oblige.

La même objection a été soulevée relativement à l'objet qui est un élément essentiel à la formation des obligations. On peut dire à ce sujet que l'occasion ne s'est jamais présentée de mettre en doute l'objet ; mais si l'événement se produisait, rien ne s'opposerait à ce que le créancier prouvât l'objet de l'obligation.

Il est impossible de concilier l'article 1131 avec l'article 1132, si on lui donne le sens de la doctrine et de la jurisprudence ; d'un côté l'article 1131 déclara-

(1) Arthur, thèse p. 139 et suiv.

rant nulle l'obligation sans cause, de l'autre article 1132 qui vient immédiatement le contredire en déclarant que cette obligation est valable même si on ne lui connaît pas de cause. Généralement, lorsque deux articles se suivent sur la même question, c'est pour se compléter et non pour se contredire.

Il est certain que l'article 1132 a été édicté pour trancher une question de validité de l'obligation et décider : que l'obligation serait valable quoique la cause ne fût pas exprimée dans l'écrit rédigé pour servir de preuve. On est autorisé à substituer le mot billet à la particule « en » sans être obligé de le substituer en même temps au terme convention. C'est tout ce que porte l'article ; il ne dit rien de plus si c'est des choses inutiles, puisque les partisans de l'opinion contraire lui reprochent d'exprimer une vérité connue de tout le monde à savoir : que l'obligation est valable, indépendamment du mode de constatation, que l'écrit n'est pas un élément de validité mais un moyen de preuve. Il serait permis de dire à ce sujet que, dans l'ancien droit, on faisait souvent cette confusion entre l'écrit et la convention et l'art. 1132 ne serait donc pas si inutile, puisqu'il a mis fin à cette présomption de « *turpem vel injustam causam* » qui existait à l'égard des écrits non causés. En tout cas, il serait plus admissible de l'interpréter dans le sens d'une superfétation que dans celui d'une contradiction. Toujours est-il qu'il est bien téméraire de prétendre tirer argument

d'un texte complètement modifiable et au sujet duquel l'examen des travaux préparatoires ne fournit qu'un tissu de contradiction. Le meilleur parti serait de faire abstraction d'une pareille disposition de la loi et de nous conduire uniquement d'après les principes généraux en matière de preuve, à savoir que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit en prouver tous les éléments, notamment la cause qui a déterminé la créance.

Admettre la validité du billet non causé, c'est favoriser tous les manquements aux dispositions légales relatives aux formes des donations et à la capacité de disposer, c'est sanctionner d'avance toutes les obligations dont la cause véritable, mais cachée, serait immorale ou illicite, c'est faciliter la souscription des billets aux mineurs à l'aide des postdates reportant en apparence la signature à une époque postérieure à leur majorité.

On répond que ces inconvénients se produisent dans les deux systèmes ; c'est exagérer de le soutenir, car autant il y a des facilités de cacher une cause illicite dans un écrit non causé, autant il est difficile de le faire par une simulation qu'on arrivera le plus souvent à découvrir. Voilà les inconvénients qui résultent du billet non causé.

Quels reproches peut-on adresser à la nécessité de prouver la cause ? Est-ce après tout une formalité si embarrassante qu'elle lie les mains des parties ? Quelles

raisons peut-on avoir pour cacher la cause, si ce n'est qu'elle est immorale ou illicite? A une époque où l'on est si facilement exposé aux fraudes, qu'est-ce qu'on voit d'encombrant pour les affaires en matière civile (nous ne parlons pas du droit commercial) de les passer au grand jour? Les contrats deviennent-ils plus compliqués par la raison qu'on est obligé de les expliquer, et peut-on croire aux inconvénients qui naîtraient des éclaircissements?

II

Nous citerons une opinion intermédiaire aux termes de laquelle une distinction s'impose selon la rédaction du billet. Si le billet porte simplement et sans autre indication : Je promets payer, ou je compterai à M. la somme de..., ou je promets compter ou je paierai à M... la somme de... il appartient alors au créancier de prouver que ce billet a une cause. Mais si le billet est ainsi conçu : Je reconnais devoir, ou je dois à M... la somme de... ou je promets payer à M... la somme de... que je lui dois..., alors on décide que c'est le débiteur qui doit prouver que le billet n'a pas de cause.

On considère que, dans le premier cas, la cause

n'est pas exprimée par le billet, tandis que dans le second cas, elle est mentionnée par l'expression : je reconnais devoir, qui signifie que l'obligation existe, et comme elle ne peut exister sans une cause, c'est reconnaître par cela même qu'elle a une cause ; il en est ainsi surtout si des relations antérieures des parties viennent confirmer la reconnaissance de la dette que le souscripteur a consentie.

On invoque en faveur de cette opinion l'autorité du droit ancien. Du Laury (1) professait cette doctrine et on trouve chez les auteurs du Nouveau Denizart l'affirmation suivante : le billet qui porte je reconnais devoir à..., est valable et que la cause est dans la reconnaissance de dette.

La discussion qui a lieu au Conseil d'Etat (2) prouverait encore qu'on a entendu maintenir l'ancienne distinction, mais la distinction dont nous venons de poser les termes est très difficile à justifier et à soutenir.

Si l'on admet que la reconnaissance de dette supposant l'existence d'une obligation, implique aussi l'existence de la cause, il en sera de même de la promesse de payer ; car promettre payer, c'est promettre

(1) Du Laury, ch. 136, V. Merlin, *Quest. de Dr.*

(2) Loaré, *Legist. civ.* XII ; Paris ; 20, floréal, an X, Sirey, 1807, II, 817. Nîmes, 8 Mai 1820, Sir. 1820, II, 163 ; Cass., 9 janv. 1822, Sir. 1822, I, 272 ; Cass., 29 août 1831, Dev. 1831, I, 410 ; Nancy, 25 août 1833 ; Dev. 1833, II, 241.

d'acquitter une dette (1) ; or, promettre d'acquitter une dette c'est se reconnaître débiteur, aussi formellement que si on l'avait écrit.

Si, au contraire, on pense que la promesse de payer n'exprime pas la cause, il est par la même raison, et en sens inverse, impossible de prétendre que la cause est exprimée dans la reconnaissance de dette.

Cette distinction manque surtout de sens pratique puisque les différences importantes, que l'on veut en déduire, seraient presque toujours le résultat d'un hasard de rédaction, sans aucune intention de la part des parties.

MM. Aubry et Rau, invoquant les déclarations formelles de Bigot Prémeneu s'expriment ainsi : « Si un acte constatant une obligation unilatérale n'en énonçait pas la cause, par exemple si un billet portait simplement et sans autre indication : je paierai ou je promets de payer, cette obligation ne serait point à considérer comme non avenue ou comme nulle, à raison de la forme incomplète du titre (Art. 1132). Seulement, le créancier devrait-il, en pareil cas, prouver que l'obligation est fondée sur une cause licite. A défaut de cette preuve, qui peut être faite par témoins ou même à l'aide de simples présomptions, l'obligation resterait inefficace. Du reste, on s'accorde géné-

(1) Colmet de Santerre, v. 48 bis, p. 62.

ralement à admettre que la cause est suffisamment exprimée, lorsque le souscripteur de l'acte se reconnaît débiteur de la somme qu'il s'oblige à payer. (T. IV, § 345, texte, pp. 324, 325). Ils semblent par là rapporter simplement une opinion, sans se l'approprier. En note, ils déclarent l'adopter, mais avec quelque timidité : « Bien que l'aveu d'une dette de la part du souscripteur d'un billet semble expliquer et justifier l'engagement qu'il a pris, on peut cependant soutenir, en principe rigoureux, que, faute d'expression de la cause de la dette avouée, cet aveu est lui-même incomplet. Mais la proposition énoncée au texte n'en doit pas moins être admise, puisqu'elle est conforme à notre ancienne jurisprudence, et qu'il résulte formellement de la discussion au Conseil d'Etat et de l'Exposé des motifs par Bigot-Préameneu, qu'on a entendu maintenir cette jurisprudence » (*loc. cit.*, note 22). Les auteurs qui admettent que le porteur de tout billet non causé est dispensé de prouver la cause, n'ont pas manqué de relever la contradiction de MM. Aubry et Rau. « La contradiction dit M. Artur, se fait voir jusque dans les termes dont se servent les deux grands auteurs... Un acte qui constate une obligation unilatérale étant toujours un acte dans lequel le signataire se reconnaît débiteur, la cause y est toujours suffisamment exprimée, et il ne peut être question d'acte qui constate une obligation unilatérale sans énoncer la cause. La fin du texte dé-

truit donc le commencement. Est-ce que celui qui dit : Je payerai ou je promets de payer, ne se reconnaît pas débiteur ? » (p. 248). Dans leurs premières éditions, MM. Aubry et Rau repoussaient la distinction entre le billet je reconnais devoir et le billet je promets payer. Van Wulfften-Palthe juge sévèrement cette distinction : « Omnes uno ferè ore dicunt agnitionem debiti esse pro causa. Hæc vero opinio jam pèr se falsa adeo est contraria rationi hujus doctrinæ, ut mirari jam-liceat quomodo talis opinio oriri potuerit, vehementer vero quod sine ulta fore dubitatione ad hodiernum diem tralatitius error manserit » (pp. 84, 85).

III

L'opinion d'après laquelle un billet non causé ne se prouve pas par lui-même a joui d'un grand crédit auprès des premiers commentateurs du code civil (1).

(1) Delvincourt p. 687, note 7 de la page 123; Duranton, X, n° 155; Pigeau, cours élémentaire de code civil, I, p. 201; Favard, Répertoire; v. Conv. sect. II, § 4, n° 1; Dalloz, jurispr. gén., 1^{re} édit., t. X; p. 465; Zachariae, § 344, texte et note 6; Gauthier Lachapelle, Encyclopédie du Droit, t. VI, v. Contrat, n° 192; Duranton, lettre aux directeurs de la thémis, t. III, pp. 96-104; A. T. A., compte-rendu du Rép. de Favard, Thémis, V, p. 455, Dalloz, Rép., v. obl., n°s 517 et suiv.

Delvincourt s'exprime dans les termes suivants : De même l'obligation n'est pas nulle par cela seul que la cause n'est pas exprimée, pourvu qu'il soit d'ailleurs prouvé légalement qu'il en existe une licite.

Page 687, notes et explications de la page 123. Par cela seul que la cause n'est pas exprimée, comme s'il est dit : Je promets payer telle somme à P..., sans autre explication. Pourvu qu'il soit d'ailleurs prouvé légalement. Il faudra donc que le créancier prouve l'existence de la cause. Mais comment donc pourra se faire cette preuve ? D'abord, s'il s'agit d'un objet dont la valeur n'excède pas 150 francs, nul doute que la preuve ne puisse se faire par témoins (art. 1.341). Si cette valeur excède 150, cela peut présenter plus de difficulté. Cependant, je pense que la preuve testimoniale peut encore être admise. En effet, l'art. 1.347 autorise cette preuve, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, et l'on appelle ainsi tout acte émané de celui contre lequel la demande est formée et qui rend vraisemblable le fait allégué. Car qu'y a-t-il de plus vraisemblable, sinon qu'une personne qui a promis de payer une somme, en est réellement débitrice ? Il y a donc commencement de preuve par écrit ; la preuve testimoniale peut donc être admise.

Pigeau : Une obligation est nulle dans les trois cas suivants :

1° S'il n'y a pas de cause (1.131).

Cependant, si la cause existe, le contrat est valable, quoiqu'elle ne soit pas exprimée (1.132).

Ex. Je promets vous payer 600 francs sans dire pourquoi. Dès qu'il n'y a pas de cause, c'est un engagement sans raison : si j'ai voulu donner il fallait prendre la forme de la donation.

C'est aussi en partant de ce principe qu'une obligation, causée pour réparation de prétendus vols, est réputée sans cause, et par conséquent de nul effet, dès qu'un jugement ultérieur déclare qu'il n'y a point de vol (arrêt du 17 mars 1813, Sirey XIII, 1^{re}, p. 262).

Mais il faut prouver l'existence de la cause. Ex. : Dans l'espèce ci-dessus, vous prouvez, par lettre ou autrement, que les 600 francs promis sont pour prêt que vous m'avez fait.

Le contrat serait également valable, lors même que la cause exprimée au contrat ne serait pas réelle, pourvu toutefois que le créancier prouvât qu'il existe une autre cause, et que celle-ci ne fût pas prohibée par la loi (arrêts des 13 août 1806, 28 avril et 8 juillet 1807, 13 juillet 1808 et 2 décembre 1812; Sirey VI, 2^e p. 961; VII, 1^{re} p. 371 et 2^e p. 810 et XIII, 1^{re} p. 33).

Ainsi, lorsque les parties contractantes ne justifient pas qu'il y avait une autre cause que celle exprimée ou lorsque celle dont ils justifient l'existence est illicite, le contrat est nul (arrêt du 9 juin 1812, Sirey

XII, 1^{re} p. 233). Dans ce cas, elles sont même admises à la preuve testimoniale pour prouver la simulation de la cause exprimée et l'existence de la cause illicite ; mais seulement lorsqu'il existe déjà un commencement de preuve par écrit ou un aveu même tacite (arrêts des 4 janvier et 9 février 1808 ; Sirey VIII, 1^{re} p. 214 et 249).

Massé (1), dans son ouvrage, sur le droit commercial, dans ses rapports avec le droit civil, distingue, pour résoudre la question, entre les matières civiles et les matières commerciales. Selon cet auteur, en matière purement civile, la solution dépend des circonstances, des termes de l'obligation, de la condition des parties, de la nature des rapports qui ont existé entre elles, etc. En matière commerciale, au contraire ou nul engagement n'est réputé gratuit, celui qui reconnaît devoir ou qui promet payer, est toujours présumé ne s'être engagé que parce qu'il était réellement débiteur, à quelque titre que ce fût, et il doit dès lors prouver le défaut de cause dont il entend se prévaloir.

(1) Massé, t. IV, n° 137.

VI

I

Nous avons résolu la question du billet non causé en faisant appel aux articles 1108-4°, 1131 qui concernent la cause, nous allons essayer de résoudre notre question aussi dans les pays dont le code ne mentionne plus la cause. Wan Wulfften-Palthe et Sandberg considéraient que l'unique utilité de toute la théorie de la cause intervient dans la question du billet non causé. Selon ces auteurs, la promesse de payer constatée par écrit, sans solennités, constitue un contrat et ce contrat doit avoir une cause. Nous allons voir si réellement l'aveu, dans un billet, de payer ou de devoir peut engendrer à lui seul un droit ou une obligation, c'est-à-dire constituer un contrat.

La question a été résolue en Allemagne en faveur de la promesse abstraite qui peut à elle seule, constituer un contrat. On a cru ainsi ressusciter la stipula-

tion, mais le rapprochement existerait plutôt avec le contrat litteris du temps de Justinien.

Les circonstances dans lesquelles la question a été discutée au neuvième congrès de jurisconsultes allemands de 1871 nous sont rapportées par M. Bufnoir, chargé par la Société de législation comparée, de tenir la France au courant du mouvement des questions juridiques en Allemagne.

On s'est prononcé dans le sens indiqué en Allemagne pour plusieurs raisons : d'abord par la raison que le contrat abstrait existait en droit romain, or le droit romain a toujours été en très grand honneur en Allemagne, seulement les Allemands ont surtout tenu compte de l'ancien droit, où l'on était obligé par des formules, au lieu de choisir le droit d'une époque qui offrait plus de ressemblance avec la nôtre. L'habitude des titres à ordre et au porteur, des lettres de change qui n'ont pas besoin de cause explique encore assez cette pratique du contrat litteris où l'on était obligé par l'écrit, abstraction faite de toute autre raison.

Voilà les trois thèses soutenues par Ihering devant le IX^e Congrès des jurisconsultes allemands, thèses qui ont toutes été adoptées :

a) Une convention (écrite) fondée sur la seule énonciation que l'on « doit » ou que l'on « paiera » une somme d'argent ou un objet quelconque, donne naissance à une action sans que la cause de la dette soit énoncée.

b) Le débiteur n'a d'autre exception à opposer contre son engagement que d'après la théorie romaine des *condictiones*.

c) Si la cause de l'engagement est une obligation que les contractants n'ont pas en vue de supprimer, les deux obligations subsistent à l'état alternatif; le créancier a le choix de fonder son action sur la reconnaissance de dette ou sur l'obligation qui lui sert de cause; s'il obtient paiement de l'une, l'autre s'éteint (1).

On est surpris de voir la contradiction qui existe entre la première thèse et les principes qu'Ihering avait professé lorsqu'il disait que le but ou la cause d'un acte est un élément constitutif de l'acte même, dans lequel se concentre l'accord des deux parties; c'est une condition commune de l'acte, c'est l'élément qui imprime à cet acte son caractère propre et en fait un paiement, une donation, etc.; en un mot, une partie indispensable de la physionomie juridique de l'acte. Si cet élément n'apparaît point, on n'a plus qu'une intelligence incomplète de l'acte. Le pourquoi de l'acte reste sans réponse et on n'aperçoit plus de l'acte qu'une de ses faces (2).

Ce n'est pas dans un écrit qui portera que l'on doit

(1) *Le juristentag allemand de 1871*, ap. *Rev. de dr. international*, 1872; p. 180.

(2) Ihering, *Esprit du Droit romain*, t. 3, p. 220 et suiv.

ou que l'on payera qu'on aura une intelligence complète de l'acte.

Cette doctrine n'a pas été unanimement admise en Allemagne, il y avait beaucoup de cours de justice qui la repoussaient et surtout la pratique allemande y était opposée. Le docteur Christian A. Hesse a vivement combattu les décisions du neuvième congrès des jurisconsultes allemands dans son étude : *Ueber das Wesen und die Arten der Wertraege des heutigen roemischen Rechts* (1868), et dans ses *Problèmes*. Selon lui les besoins de la Société moderne, invoqués par ses adversaires sont douteux ; le droit commun ne doit pas être débordé par le droit commercial qui n'est qu'un droit d'exception ; le prétendu contrat de reconnaissance n'est qu'une invention des théoriciens, invention inutile, arbitraire, opposée aux principes fondamentaux de Droit civil et de la procédure. Enfin, les thèses que le Congrès des juristes a adoptées sont fausses, nuisibles au point de vue pratique, et même dangereuses au point de vue moral. Hesse espérait arrêter le courant par son opinion, dont le poids était considérable au double point de vue de son autorité scientifique et surtout de sa grande expérience des affaires. Mais il était difficile de croire au succès de la tâche qu'il s'était imposée. En effet, le code civil allemand de 1900, dans l'article 780, s'est prononcé contre M. Hesse et décide que le contrat absolu est valable.

La théorie allemande, ainsi que nous venons de le constater, fait abstraction de la cause. C'est en cela qu'elle se sépare de la théorie de Van Wulfften-Pathe qui exige une cause pour un pareil contrat. Ces deux opinions ont un point commun en ce qu'elles considèrent la simple promesse de payer comme un véritable contrat. Pour résoudre la question de savoir si la promesse de payer constitue à elle seule un contrat, nous allons faire la distinction suivante : ou bien on devait depuis quelques temps la somme qu'on promet de payer, ou bien on ne la devait pas.

I. — Lorsqu'on devait la somme, la souscription d'un billet par lequel on promet de payer, n'équivaut pas à un contrat puisque le contrat est un fait générateur d'obligation, et que par hypothèse, la somme était déjà due. Loin d'être la source d'une obligation qui existait avant sa rédaction, le billet est tout simplement le moyen de prouver cette obligation préexistante, et il faut avec soin se garder d'une confusion entre la dette et la reconnaissance qui n'en est que l'instrument probatoire (1).

D'après Larombière, ce n'est pas la même chose que « reconnaître une obligation existante et de créer une convention existante (2) », Merlin ajoute que « l'objet de consentement isolé n'est pas de former

(1) Gauthier-Lachapelle, *Encyclopédie du droit*, v. *Contrat*, n. 102 ; Cpr., Baroche, *ibid.* v. *aveu* n. 3 :

(2) Larombière, I, art. 1101, n. 17.

un nouveau contrat, puisqu'au moment où il intervient, existe déjà le concours de deux consentements qui ont donné naissance au contrat primitif, puisque le contrat implique ce concours et ne fait qu'en consolider le résultat (1). On peut aussi appliquer à la reconnaissance de dette ce que Laurent dit de l'aveu, car ce n'est qu'un aveu écrit : « Il faut le concours du consentement, quand il y a une convention et pour qu'il y ait convention, il faut une offre et une acceptation, d'où résultent une obligation et un droit ; or, l'aveu n'engendre ni droit ni obligation, en ce sens que celui qui avoue un fait déclare seulement l'existence de ce fait. Je reconnais que je dois : est-ce que cet aveu produit une dette à ma charge ? Non, l'aveu suppose qu'il y a dette ; mais ce n'est pas l'aveu qui crée la dette. Dès lors, pourquoi le créancier devrait-il intervenir pour accepter l'aveu ? Il a donné son consentement, puisqu'il y a dette ; il est inutile qu'il le renouvelle (2) ». D'après Delvincourt « il faut bien distinguer le contrat de l'acte qui le prouve. Le contrat de prêt existe du moment que l'argent a été prêté. Le billet ou la reconnaissance ne constitue pas le contrat, ce n'en est que la preuve. Qu'il y ait ou non un billet, le débiteur ne doit pas moins payer ce qu'il a emprunté : il doit même y être condamné, si la dette ne peut être prouvée légalement, parce que, devant

(1) Merlin, *Quest. de dr.*, t. VI, v. Prescription, § 12.

(2) Laurent, t. XX, n. 168.

la loi, tout ce qui n'est pas prouvé est censé ne pas exister. D'après cette distinction, on doit dire que pour le contrat, il faut le concours des deux parties, mais que ce concours n'est pas nécessaire pour la preuve du contrat (1).

La promesse écrite de payer diffère du contrat non seulement parce qu'elle n'est pas productive d'obligation, mais aussi parce que les effets qui lui sont propres se produisent indépendamment de la volonté, de l'acceptation de celui en faveur de qui le billet est souscrit. En fait, une reconnaissance peut être acceptée ; mais en droit ce n'est pas nécessaire. La reconnaissance vaut par elle-même, l'acceptation n'y ajoute rien.

Pour conclure : lorsqu'on promet dans un billet de payer ce qu'on devait déjà, cette promesse constitue une reconnaissance et non pas un contrat.

II. La question se pose maintenant de savoir s'il y a contrat, lorsqu'une personne qui ne devait rien antérieurement promet dans un billet, de payer une somme. Une sous-distinction s'impose dans ce cas :

a) Si la promesse écrite n'a pas été acceptée, il y a déclaration unilatérale de la volonté d'une personne et on est en dehors de toute idée de contrat ;

b) Si la promesse a été acceptée, y aurait-il contrat ? et quelle sorte de contrat ? Ce ne pourrait être

(1) Delvincourt, t. II, pp. 458 et 459, note 1, de la p. 122.

en tout cas qu'un contrat gratuit, puisqu'il n'y a pas de contre-prestation. Mais c'est une donation déguisée, et, pour qu'elle soit valable, il faut au moins l'apparence d'un contrat onéreux. Or, ce billet qui le constate n'est qu'un moyen de preuve, il est destiné à prouver au regard des tiers un prêt ou un achat conclu auparavant ; en outre, comme aucun contrat onéreux n'a eu réellement lieu et qu'il s'agit ici du déguisement d'une donation, ce billet n'est en réalité que la preuve d'une donation.

On peut donc conclure qu'il n'y a pas de contrat unilatéral à titre onéreux dans l'acte sous seing privé qui porte promesse de payer ; il n'y a jamais là qu'un moyen de preuve qui n'établit rien autre chose que le fait rapporté dans l'écrit ; et cet écrit ne mentionne qu'une obligation contractée sans plus ; dès lors, pour être en règle avec l'article 1.315, le créancier sera obligé de prouver ce qu'il allègue, l'existence du contrat, la catégorie à laquelle il appartient et tous ses éléments.

VII

Il importe maintenant de donner quelques notions de législation comparée relativement à la question du billet non causé et de l'article 1.132.

Plusieurs codes étrangers se sont contentés de traduire exactement l'article 1.132.

D'autres ont modifié ou complété la disposition de cet article, de manière à consacrer législativement la solution adoptée en France par la jurisprudence et la majorité de la doctrine. Ainsi les codes de Parme (art. 1.105) et de Modène (art. 1.182) ajoutaient à l'article 1.132 : La cause se présume tant que celui qui s'est obligé ne prouve pas le contraire. Le code Albertin ajoutait à cet article : La cause est présumée exister tant que le contraire n'est pas prouvé. (art 1.223). Le code italien dit dans son article 1.220 : le contrat est valable quoique la cause n'en soit pas exprimée » et dans l'article 1.221 ajoute « La cause est présumée exister tant que le contraire n'est pas prouvé ».

L'article 19 du code fédéral suisse des obligations, du 14 juin 1881, déclare que « la reconnaissance d'une dette est valable, encore que la cause de l'obligation ne soit pas exprimée ». Le conseil fédéral, présentant le projet de ce code à la haute assemblée fédérale, commentait ainsi cet article : « Cet article repousse l'ancienne théorie du droit commun allemand qui ne considérait pas comme valable la reconnaissance d'une dette n'exprimant pas la cause de l'obligation (*cautio indiscreta*) et admet la théorie française, pleinement conforme aux intérêts des transactions d'après laquelle cette reconnaissance constitue une présomption légitime de l'existence d'une cause suffisante, et est valable et recevable en justice jusqu'à preuve du contraire. Les tribunaux de la Suisse Allemande appliquaient, du reste, cela depuis longtemps (1). »

Le code civil du canton de Fribourg avait consacré, au contraire, l'opinion que nous avons soutenue. D'après son article 1144, « la convention est valable même si la cause n'en est pas exprimée ; mais le cré-

(1) Message du Conseil fédéral à la haute Assemblée fédérale concernant le projet d'une loi fédérale sur les obligations et le droit commercial, 27 novembre, p. 29. M. Alois d'Orelli, dans son *Etude du développement de la législation en Suisse* depuis 1872, ap. rev. de Dr. int. et de lég. comp., 1881, p. 164, reproduit à peu près textuellement cet extrait du message et mentionne le canton de Zurich parmi ceux qui ont adopté ce principe.

ancier est tenu de prouver cette cause, si elle est niée » (1).

Le code du Tessin et le code hollandais de 1838 paraissent moins explicites. Le premier, dit dans son article 538 : « La convention est valable, s'il est prouvé qu'il existait une cause suffisante, quoique non exprimée (2) ». Le second, après avoir reproduit, dans son article 1372, la disposition de notre article 1132, ajoute : « Pourvu qu'il existe une cause licite autre que celle exprimée (3) ». Mais ils entendent évidemment imposer au créancier la charge de la preuve (4).

Quant à l'Allemagne, nous avons vu que la question a été controversée (5). Les uns soutenaient que la promesse abstraite n'était pas une preuve suffisante de l'obligation. Il leur semblait que l'abandon de la stipulation, contrat formaliste, qui créait l'obligation par la vertu des paroles échangées, devait entraîner la nécessité de justifier d'une cause réelle de l'obligation. Puisqu'il n'y avait plus de formule solennelle, il fallait bien, disait-on, que les contractants fassent connaître la nature du contrat qu'ils avaient fait. Par

(1) Lois civiles du canton de Fribourg, Imp. Marchand, 1868.

(2) Anthoine de Saint-Joseph, t. IV, p. 300.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 395.

(4) C'est en ce sens que Van Wulften-Pathe interprète l'article, 1372, du code hollandais, pp. 94, 95.

(5) Ihering, *Esprit du droit romain*, t. 3, pp. 215 et 5, t. 4, p. 208.

ce raisonnement, on rejetait la validité de la promesse dégagée de la cause.

Malgré cela, la jurisprudence avait maintes fois reconnu la validité de la promesse abstraite. Cette jurisprudence fut consacrée par le code civil allemand de 1900.

L'article 780 décide : « Pour que la validité d'un contrat par lequel une prestation est promise de telle manière que la promesse devienne elle-même la cause de l'obligation, la promesse doit être constatée par écrit, à moins qu'une autre forme ne soit prescrite ».

Ainsi ce texte reconnaît la validité du billet non causé, mais en la subordonnant à cette condition que la promesse soit constatée par écrit.

Par là, le législateur allemand évite l'objection à la validité du billet non causé qu'on peut puiser dans la disparition de la stipulation formaliste. L'abandon de celle-ci conduit logiquement à rejeter la promesse abstraite. Pour valider la promesse abstraite, il n'y a qu'à décider qu'elle ne sera valable que si elle est constatée par écrit et qu'à attribuer à cette promesse constatée par écrit la force obligatoire qu'avait en droit romain la stipulation.

D'après la disposition de l'article 780 c. c. allemand, c'est cette promesse qui est, elle-même, la cause de l'obligation.

En Angleterre, la cause est appelée considération du contrat. « La chose qui est le prix ou le motif du

contrat dit Blackstone book II, chapitre XXX, n° 9, nous l'appelons considération. Il appelle cette cause aussi *inducement* : « In quod inducit ad contrahendum » (1).

F. E. Holland développe ces idées de la manière suivante : « La force obligatoire d'une simple convention n'est reconnue que dans certains cas par le Droit anglais ; celui-ci ne sanctionne aucune promesse, si elle n'est constatée par un acte sous-seing, quand il n'existe pas de « considération ». La plus haute autorité judiciaire a posé en principe que « bien que tout homme soit tenu naturellement de remplir ses engagements, le Droit anglais ne fournit aucun moyen, n'accorde aucune sanction pour forcer à l'exécution d'une convention faite sans une « considération » suffisante. Il distingue entre les contrats sous-seing (agreements by specialty) et les simples accords verbaux (by parol). Il n'y a pas de troisième sorte de contrats. Si une convention est simplement constatée par écrit sans réunir les caractères d'un acte sous-seing privé, elle est considérée comme simple accord verbal, et il faut prouver l'existence d'une « considération ». On a défini la « considération » tout acte du demandeur dont le défendeur ou un tiers tire un bénéfice ou un avantage, ou bien encore tout travail, dommage, incommodité supportés par le demandeur,

(1) Toullier, t. VI, n. 166, note.

quelque mince que puisse être la valeur du dommage en question, si l'acte a été accompli ou le dommage supporté par le demandeur avec l'assentiment exprès ou tacite du défendeur, ou suivant la formule consacrée, « at the special instance and request of the defendant ». Le sujet de la « considération » est un de ceux dont le Droit anglais s'occupe avec le plus de détails ; la plupart des règles qui y sont relatées peuvent se ramener à deux principes : 1° Il n'est pas nécessaire que la « considération » soit, sous le rapport de la valeur, en rapport exact avec l'obligation ; ainsi supposons qu'une personne se soit engagée à transporter gratuitement pour une autre et à déposer dans une cave des barils d'eau-de-vie, et que cette personne ou ses mandataires aient manqué de soin dans leur travail, de sorte qu'une partie de liqueur ait été perdue, la confiance accordée à une personne, qui résulte de l'engagement pris par elle de rendre un service à une autre, est une « considération » légale suffisante pour lui imposer le devoir de s'en acquitter convenablement ; 2° d'un autre côté, la « considération » ne doit pas être entièrement dépourvue de valeur. Aussi un fait passé, bien qu'il puisse être un motif déterminant, ne peut jamais constituer une « considération » suffisante ; celle-ci doit être toujours présente ou future. Il a été, d'ailleurs, observé avec raison qu'elle est, au fond, toujours présente, puisqu'une « considération » future, ou « executory », consiste dans

l'engagement présent d'une des parties d'exécuter quelque chose en retour de l'engagement présent de l'autre (1) ».

Un autre jurisconsulte anglais, contemporain, M. William Markby, passe la cause sous silence dans les notions qu'il donne sur les contrats (2) :

(1) T. E. Holland, *Elements of jurisprudence* (Oxford, 1880, ch. XII), pp. 183, 184.

(2) William Markby, *Elements du Droit* (2^e édit. Oxford, 1874), nn. 163 et s.

VIII

LA JURISPRUDENCE

Les tribunaux ont en général consacré la solution de la validité du billet non causé sans aucune preuve de la part du créancier. Mais il faut reconnaître que les arrêts sont en général assez faiblement motivés ; parfois même ils se contentent d'une simple affirmation d'un principe qu'ils regardent comme constant.

La première espèce que nous avons rencontrée depuis la confection du code est la suivante :

Par acte notarié du 15 pluviôse, an 8, la veuve LADREYT a reconnu devoir à Antonio LADREYT, l'un de ses fils, la somme 8.550 fr. Mais en s'obligeant à la payer, parce qu'elle était débitrice, elle déclare qu'elle ne voulait pas dire d'où procédait la dette. Elle ajouta d'ailleurs qu'elle se reconnaissait en conscience obligée au paiement de cette somme, Mme LADREYT vint à mourir. Son fils Antonio fit comman-

•

dement à ses frères d'avoir à lui payer la somme dont l'acte notarié contenait la reconnaissance ; ceux-ci prétendirent que l'acte était nul comme n'énonçant pas la cause de l'obligation, Antonio répondit que cette énonciation n'était nullement nécessaire ; que d'ailleurs l'acte la renfermait implicitement, puisqu'il portait formellement que la dame LADREYT était débitrice ; qu'au surplus la dite dame, sa mère, ne lui avait souscrit le billet en question que pour le dédommager du préjudice qu'elle lui avait causé en spoliant la succession de son père, dont il était le légataire.

Un jugement du tribunal de Tournon en date du 16 mai 1808, déclara nulle l'obligation du 15 Pluviôse, an 8, sous le prétexte que le demandeur ne justifiait pas de la cause de la dette.

Sur appel la Cour de Nîmes, rendit le 14 juin, 1817, l'arrêt suivant : Attendu que l'acte dont se prévaut LADREYT n'est pas un acte de donation, puisqu'il n'est pas revêtu des formalités en pareil cas voulues par la loi, qu'il ne peut être considéré comme contenant une libéralité déguisée sous une autre forme puisque LADREYT lui-même a déclaré devant les premiers juges que cet acte renfermait une obligation véritable et non une donation déguisée, attendu qu'il n'aurait pas dû se borner à dire que cet acte contenait une obligation, mais qu'il aurait dû en prouver la cause, lorsque surtout il était convenu par lui qu'il n'aurait réelle-

ment point prêté à sa mère la somme qui y était énoncée ; par ces motifs met l'appellation à néant.

Mais la Cour de cassation, par arrêt du 9 janvier 1822, cassa l'arrêt de la Cour de Nîmes. Elle déclara « que la loi n'exige pas que le porteur d'une obligation prouve qu'il est le créancier, ni comment il est devenu créancier de la somme dont celui qui l'a souscrite s'est reconnue débiteur envers lui : qu'il suit de là qu'en déclarant l'obligation du 15 Pluviôse, an 8, nulle par le seul motif que le demandeur ne justifiait pas la cause de la dette et en subordonnant ainsi la validité des obligations à des conditions que la loi n'exige pas, la Cour royale a commis ainsi un excès de pouvoir et par suite expressément violé les dispositions des articles 1131 et 1134 du code civil ».

Voilà une espèce où il n'y a pas de doute qu'il s'agit d'une donation déguisée, puisque le demandeur avait avoué qu'il n'avait rien prêté à sa mère. La Cour de cassation sans vouloir approfondir d'où procède cette dette, donation en déclarant simplement que la loi ne subordonne pas la validité des obligations à des conditions qu'elle n'exige pas, et après cela, elle vient prétendre, qu'on a violé l'article 1131.

DUMAZEL — C. VERGEZE

La dame Dumazel, en qualité de tutrice de ses enfants mineurs, réclamait un billet souscrit en faveur

du sieur Dumazel, son mari, par le sieur Vergeze. — Ce billet était ainsi conçu : « Je soussigné Jean-Louis Vergeze, déclare devoir à M. Jean-François Dumazel, la somme de 1228 fr., que je promets rembourser à sa première réquisition, en supportant l'intérêt au taux de la loi sans retenue ».

Le sieur Vergeze s'est refusé à payer ; il a soutenu qu'il n'avait reçu qu'une partie de la somme, énoncée dans l'obligation que le billet n'avait été souscrit que par suite de l'engagement contracté par le sieur Dumazel de payer des dettes personnelles à lui Vergeze que la dame Dumazel réclamant d'une part le montant des dites dettes acquittées, elle ne pouvait réclamer aussi le billet qui se trouvait dès lors n'avoir plus de cause ; qu'au surplus, sans s'attacher à vérifier, en fait, si le billet avait une cause valable, il suffit de faire remarquer, qu'il n'y en avait aucune exprimée dans l'obligation ; qu'à la vérité, le défaut d'expression de la cause n'entraîne pas la nullité de l'obligation, d'après l'article 1132, du code civil ; mais que du moins elle laisse dans l'incertitude sur la question de savoir, si réellement il existe une cause valable ; qu'ainsi, comme c'est le créancier qui demande l'exécution de l'obligation, c'est à lui à en prouver la validité, c'est-à-dire à justifier de l'existence d'une cause valable.

La dame Dumazel répondait : l'art, 1132 du code civil ne doit pas s'entendre en ce sens qu'une obligation dont la cause n'est pas exprimée n'est valable

qu'autant que l'existence de la cause est prouvée ; il faut au contraire considérer l'article comme établissant une présomption que l'obligation a une cause valable, en sorte que le créancier, n'a rien à prouver pour réclamer l'exécution de l'obligation.

Si le débiteur, de son côté, veut faire déclarer l'obligation nulle, il faut qu'il prouve qu'elle n'a pas de cause valable. — Mais quelle est la preuve admissible ? Ce n'est évidemment que la preuve écrite, la preuve testimoniale, et les présomptions ne peuvent être admises, aux termes des art. 1341 et 1353 portant l'an, qu'aucune preuve par témoins n'est reçue contre et outre le contenu aux actes ; et l'autre, que le magistrat ne peut admettre des présomptions qui ne sont pas établies par la loi que dans les cas où la preuve testimoniale est admissible.

Ainsi le sieur Vergeze ne rapportant point de preuve écrite de la non existence de la cause du billet, il doit être déclaré non recevable à proposer toutes autres preuves et à faire valoir toutes présomptions, à l'effet d'établir que l'obligation n'a pas de cause valable. — Au surplus, la dame Dumazel soutenait que la cause était suffisamment exprimée dans l'obligation par les mots : Je déclare devoir, je promets de rembourser, qui supposent nécessairement la réception préalable d'une valeur.

Jugement du tribunal de première instance, qui admet le sieur Vergeze à la preuve des faits par lui

allégués et tendant à établir que l'obligation n'avait pas de cause. Appel de la part de la veuve Dumazel, en ce que le tribunal avait admis le sieur Vergeze à la preuve des faits par lui allégués.

Appel incident de la part du sieur Vergeze, en ce que le tribunal lui impose l'obligation de faire une preuve qui était à la charge de la dame Dumazel.

ARRÊT. — La cour ; — Attendu, en ce qui touche l'appel principal émis par la partie de Monucier, que, d'après les dispositions des art. 1341 et 1353 du Code civil, aucune preuve ne peut être reçue contre le contenu aux actes, et qu'il n'est permis aux juges d'admettre des présomptions que dans le cas où la loi admet la preuve testimoniale ; que les premiers juges ne pouvaient donc admettre la preuve contre le billet de 1.228 francs ; — Attendu, sur l'appel incident relevé par la partie Crivelli, qu'on ne peut regarder comme sans cause un billet portant la reconnaissance de devoir, l'obligation de rembourser (ce qui suppose la réception préalable) et l'obligation encore de supporter l'intérêt au taux de la loi que, par suite, les conclusions subsidiaires de la partie de Crivelli ne peuvent être admises ; — sans s'arrêter à l'appel incident, disant droit à l'appel principal, a mis l'appellation et ce dont est appel à néant ; et par nouveau jugement, sans avoir égard aux preuves affectées par la partie de Crivelli, et les rejetant, ordonne le paiement du, etc.

Du 8 mars 1820 ; Cour roy. de Nîmes. — Concl., M. Goiraud de Beaume, av. gén. — Pl., MM. Monnier, Taillades et Crivelli.

Il est intéressant cet arrêt puisque c'est un des seuls qui respecte les articles 1341 et 1353, en faisant défense aux juges d'admettre la preuve testimoniale et les présomptions. On est à se demander seulement, de quelle façon le débiteur pourra-t-il se défendre, puisqu'on le met dans une impossibilité absolue de prouver, ce qui prouve bien que l'interprétation de l'article 1132 comme présomption légale n'est pas possible.

C'est pourquoi, malgré une jurisprudence bien établie les tribunaux se sont décidés avec difficulté à admettre la validité du billet sans cause, sans demander des développements de la part du créancier.

Le 19 juin 1830 un traité fut conclu entre le sieur RENAUD et le fondé de pouvoirs du sieur CHOLLET, aucune cause n'était exprimée d'une manière précise ; on y trouvait seulement cette déclaration que les dits RENAUD et CHOLLET étaient en relations d'intérêts à raison de divers marchés. Le tribunal d'Angely, appréciant, dans un jugement du 16 juillet 1830, les faits de la cause, fut rédigé dans les termes suivants : « Attendu qu'on a lieu de s'étonner que, peu jaloux de sa propre satisfaction et de celle de son mandant, un mandataire ait pu s'envelopper dans une telle abstraction, et que le résultat de ce traité paraît d'autant

plus extraordinaire qu'on y trouve exposé qu'une instance était sur le point d'avoir lieu entre les parties pour l'exécution de leurs stipulations, soit verbales, soit par écrit, et que déjà, à cet effet, CHOLLET avait fait citer RENAUD en conciliation et qu'il résulte du procès verbal de comparution des parties, que toutes discussions entre elles se réduiraient à la demande, de la part de CHOLLET, d'une somme de 2.260 francs, laquelle le sieur RENAUD consentait à payer sous la condition seulement de quelques sûretés de la part de CHOLLET, mais sans aucune sorte de réclamations de son chef, sans aucune exception, sans aucune compensation, et même sans aucune espèce de réserve pour quelque objet que ce fût. Attendu que, dans cet état de choses, il paraît utile d'obtenir du moins quelques lumières et quelques détails sur les causes qui ont pu déterminer l'obligation de CHOLLET envers RENAUD. Le tribunal continue la cause au 4 août prochain, pendant lequel délai RENAUD expliquera, développera et établira, par signification d'avoué à avoué, les motifs et les causes qui ont dû déterminer le traité du 19 juin dernier ».

Dans l'espèce les juges ne se sont plus contentés de la présomption que tout billet non causé doit en avoir une et ont demandé des explications ce qui revient à des preuves demandées aux créanciers.

Un arrêt de la Cour de Poitiers, du 28 mars 1832, confirme cette décision. Un pourvoi fondé sur la pré-

tendue violation de l'article 1132, fut rejeté par ce motif que les magistrats, appréciateurs des faits, ont pu, sans violer aucune loi, demander des lumières qu'ils jugeraient utiles à la décision de la cause.

Ce pouvoir accordé aux juges de ne pas tenir compte de l'art. 1132, car qu'est-ce qu'elle devient cette présomption de cause réelle et licite si l'on est obligé d'en fournir les explications, dénote qu'elle n'est pas juridique la solution admise par la jurisprudence. Pourquoi recourir à des moyens indirects et ne pas décider franchement que le billet non causé ne fait pas preuve complète !

Des observations semblables sont appelées par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 20 juillet 1885 (Dalloz 1886-1-291). Un sieur MAIROT, pour contester la validité des billets souscrits par lui au profit de la demoiselle PETOT, alléguait, non seulement que la cause n'en était pas exprimée, mais encore que cette cause était illicite. MAIROT soutenait en effet que les dix billets étaient le prix des faveurs de la demoiselle PETOT, et il offrait de faire la preuve de leurs relations. La dite demoiselle ne niait pas ces relations, mais elle prétendait que les effets lui avaient été souscrits à une époque où leur commerce avait cessé et à titre de réparation : elle articula, à l'appui de ses allégations, des faits dont elle offrit et dont le tribunal ordonna la preuve par un jugement interlocu-

toire du 9 août 1883, contre lequel elle ne se pourvut pas. Or, dans les conclusions prises ensuite par elle avant le jugement attaqué elle sollicite un nouveau délai pour rapporter la preuve dont elle avait assumé la charge. Le jugement la condamna en se basant sur une interprétation de l'article 1132.

La Cour suprême fut saisie par elle d'un pourvoi fondé sur une prétendue violation de l'article 1132. La Cour de Cassation rejeta le pourvoi en ces termes : « Attendu que, dans la conclusion prise par la demanderesse avant le jugement attaqué, n'a pas soutenu, comme elle le fait dans son pourvoi, qu'elle n'était pas tenue de prouver que les billets eussent une cause réelle et licite et que c'était au contraire au souscripteur à établir l'absence de cause des effets : qu'elle a au contraire sollicité un nouveau délai pour rapporter la preuve dont elle avait assumé la charge : attendu qu'en cet état des faits et des conclusions prises devant les juges du fond, le moyen invoqué par le pourvoi n'est pas recevable ».

Si l'on considère l'article 1132 comme une présomption de cause on ne comprend pas comment cet article n'a pas été violé par cette décision. A quoi sert-il d'avoir une présomption légale en sa faveur si l'on est obligé de prouver tout de même les faits allégués.

L'arrêt suivant parle de quatre billets qui ont réellement leur cause, la Cour d'Angers, du reste énumère

les circonstances en faveur de la sincérité de la créance.

Le sieur BURIN, propriétaire et cultivateur, avait souscrit au profit de ROYER, quatre billets de diverses sommes montant en totalité à 3.554 francs, payables trois dans un an, l'autre plus tard avec intérêts.

Deux de ces billets étaient ainsi conçus : « Je m'oblige payer ». Deux autres étaient rédigés ainsi : « Je paierai à... la somme de... ». A défaut de paiement, BURIN fut cité en conciliation le 9 mars 1842 au bureau de paix ; il y comparut par un mandataire qui se réserva de déduire ses moyens de droit devant les juges compétents. Devant le tribunal de Mamers le demandeur dit que les billets ont été souscrits pour avance de fonds, mais son adversaire prétendit qu'il les lui avait laissés pour les consulter et que ce n'était qu'ensuite que le montant devait être versé, ce qui n'aurait pu avoir lieu.

Un jugement du 9 Août 1842 condamna le souscripteur des billets à payer en se fondant sur l'article 1132 C. Civ. et en constatant d'autre part que le signataire n'avait pas la preuve de l'absence de cause dans l'obligation.

Sur appel, la Cour d'Angers rendit, le 5 Janvier 1843, l'arrêt suivant : « Attendu, en droit, que l'existence de l'obligation fait présumer qu'elle a une juste cause ; qu'à la vérité cette présomption peut être détruite par les faits et circonstances du procès, mais

que, l'instance actuelle, toutes les circonstances se réunissent en faveur de la sincérité de la créance ». L'arrêt énumère ces circonstances et, en conséquence il confirme le jugement entrepris.

C'est à tort selon nous qu'on s'est fondé sur l'article 1132 pour rendre cet arrêt, puisque la cause des billets est avoué par le défendeur (c'est un prêt) et il s'agit dans l'espèce d'une exception de non versement de la somme, rien de plus naturel que le défendeur prouve le fait allégué.

La question du billet non causé a été discutée avec beaucoup de détails dans le procès suivant. Malgré la plaidoirie de l'avocat général NACHET qui a présenté cette question sous son véritable jour la haute Cour s'est prononcée pour la validité du billet non causé.

Une obligation n'exprimant point sa cause est néanmoins présumée en avoir une ; c'est au débiteur à prouver que l'obligation n'a réellement aucune cause, et non au créancier à prouver la réalité de la cause (Cod. civ. 1131, 1132).

CHARDON C. — LAURIER

Le 15 novembre 1842, le sieur CHARDON fit assigner le sieur LAURIER devant le tribunal de MONTMORILLON, à l'effet d'obtenir contre lui une condamnation en paiement de la somme de 28.520 francs

montant de cinq billets souscrits par ce dernier à son profit à diverses époques. Trois de ces billets étaient ainsi conçus : « Au douze janvier prochain, je paierai à M. CHARDON à lui ou à son ordre, et à son domicile à Poitiers, la somme de cinq mille francs, valeur de lui reçue comptant. Poitiers ce 8 mars 1837 ». Le quatrième billet était conçu dans les mêmes termes, moins les mots, valeur reçue comptant, qui ne s'y trouvaient pas. Quant au cinquième de la somme de 8.501 francs l'expression de la cause ou de la valeur ne s'y trouvait pas davantage.

21 décembre 1842, jugement par défaut qui adjuge les conclusions du demandeur.

Appel par le sieur LAURIER, qui soutient que les deux billets qui ne contenaient pas l'expression de la valeur, étaient sans cause et par suite devaient être annulés. De son côté, le sieur CHARDON, pour établir que ces billets n'étaient pas sans cause, et qu'il en avait réellement fourni la valeur, produit un carnet du sieur LAURIER, sur lequel ces billets se trouvaient mentionnés et duquel il entendait faire résulter la preuve que le montant lui en était réellement dû.

21 novembre 1843, arrêt de la Cour royale de Poitiers, ainsi conçu : — « Attendu que trois des quatre billets de 5.000 francs chacun, souscrits par LAURIER, le 8 mars 1837, au profit de CHARDON, sont réguliers en la forme ; — Attendu que, dans le quatrième de ces effets, la cause de l'obligation n'est pas

exprimée; — Attendu, relativement à l'effet de 8.501 francs, souscrit par LAURIER au profit de CHARDON, le 15 mars 1841, que l'on trouve la même irrégularité; — Attendu qu'une convention est valable, quoique la cause ne soit pas exprimée. Mais attendu que les deux effets dont il vient d'être parlé, ne contenant point la mention de la cause de la convention, ces deux effets ne sont point une preuve suffisante de la convention qu'ils ont eu pour objet de constater; — Attendu que CHARDON et LAURIER ne rapportant pas la preuve soit de cette cause, soit qu'il n'y a pas de cause ou une cause illicite, la Cour doit rechercher la cause de la convention dans les pièces et documents du procès; — Attendu que si CHARDON représente un petit livre ou carnet émané de son débiteur, sur lequel celui-ci aurait énoncé les effets qu'il devait et notamment le quatrième effet de 5.000 francs et celui de 8.501 francs, la possession de ce carnet de la part de CHARDON, alors que LAURIER est depuis longtemps interdit, sans qu'un tuteur ait été nommé, est suspecte à raison aussi de l'alliance qui existe entre la famille de CHARDON et celle de LAURIER; — Attendu que ce carnet est fort mal tenu, et ne contient que des notes informes; que plusieurs lignes sont rayées, d'autres batonnées, d'autres effacées, que des feuilles sont enlevées ou lacérées, et qu'ainsi on peut penser que ce carnet présenté par le créancier contenait des men-

tions contraires à celles invoquées par celui-ci ; — Attendu que les autres documents de la cause ne fournissent aucune lumière sur la cause de la convention ; — Attendu que dans ces circonstances CHARDON n'a plus entre les mains que deux titres insuffisants pour fournir la preuve de la convention a une cause, qu'ainsi il y a lieu d'annuler ces deux billets... ».

Pourvoi en cassation par le sieur CHARDON, pour entre autres moyens, violation des art. 1132 et 1134, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a jugé, dans une espèce où le débiteur ne prouvait pas que les billets par lui souscrits fussent sans cause ou eussent une cause illicite, que le créancier était cependant tenu de faire preuve de la réalité de la cause non exprimée. — On a dit pour le demandeur : Aux termes de l'art. 1132, Cod. civ., la convention n'en est pas moins valable, quoique la cause ne soit pas exprimée. Il suit de là qu'on doit toujours sous-entendre une cause juste et suffisante, dans une obligation à moins que le contraire ne soit prouvé. Autrement on ne comprendrait pas le but de l'art. 1132, il eût suffi de l'art. 1132 qui annule les obligations sans cause ou sur une cause illicite car il est bien évident que toutes les fois qu'on prouvera qu'une obligation sans cause, et qu'elle sera dès lors valable. Or dans l'espèce, la Cour de Poitiers n'a point déclaré que les billets n'avaient pas de cause, mais conséquemment que le

créancier n'établissait point qu'ils eussent une cause licite, elle a donc formellement violé l'art. 1132, Cod. civ.

Arrêt (Après délib. en Ch. du Cons.).

LA COUR. — Sur le premier moyen ; — Vu l'art. 1132, Cod. civ. ; — Attendu qu'il résulte de cette disposition de la loi que, bien que la cause ne soit pas exprimée dans une obligation il y a présomption qu'elle existe et qu'elle est vraie et licite, à moins que le contraire ne soit prouvé ; — Attendu qu'il suit de là que, si celui contre lequel l'exécution d'une telle obligation est poursuivie, prétend qu'il y a défaut de cause, ou cause fausse ou illicite, c'est à lui d'en fournir la preuve.

Attendu, néanmoins que sur cinq billets souscrits par LAURIER, dont le demandeur réclamait paiement, l'arrêt attaqué en a annulé deux, et par suite modifié la condamnation prononcée contre LAURIER en première instance, par le motif que, sur ces deux billets, la cause n'était pas énoncée, et que le créancier demandeur ne prouvait pas l'existence d'une cause licite ; qu'en décidant ainsi le dit arrêt a expressément violé l'art 1132 précité. — Casse, etc.

Du 16 août 1848. — Ch. civ. — Pres. M. POSTALES, pp. — Rapp. M. GAUTHIER. — Concl. Conf, M. NACHET, 1^{er} av. Gén. — Pl. MM. SAINT-MALO et BOSVIEL.

Dans l'espèce, le billet non causé a servi pour sur-

prendre la bonne foi, il s'agit d'abord d'un interdit sans tuteur et puis comment expliquer l'existence d'un livre du débiteur entre les mains du créancier.

En 1885, la question du billet non causé fut encore posée devant la Cour suprême, dans l'espèce suivante.

BARANES avait signé un billet de 10.000 francs au bénéfice des sieurs BEN-SIMON, père et fils. Ce billet n'avait pas été causé. Poursuivi en paiement BARANES prétendit que cette reconnaissance lui avait été extorquée par violence, sous la menace des consorts BEN-SIMON de faire annuler le concordat qu'il venait d'obtenir, au cas où il ne signerait pas le bon.

La Cour d'Alger constata, par arrêt du 26 février 1884, que BARANES n'avait pas la preuve de la violence morale qu'il prétendait avoir subie. BARANES condamné à payer, se pourvut en Cassation.

La Cour de Cassation, le 28 octobre 1885 (Daloz, 1886, l. 69) rejeta le moyen que BARANES avait fondé sur l'absence d'indication de cause dans le billet litigieux. « Attendu, dit la Cour suprême, qu'aux termes de l'article 1132 du code civil, la convention n'est pas moins valable quoique la cause ne soit pas exprimée ; attendu qu'il résulte de cette disposition la loi que, bien que la cause ne soit pas exprimée dans une obligation, il y a, jusqu'à preuve du con-

traire, présomption que cette cause existe et qu'elle est licite, attendu que si le débiteur, contre lequel le paiement d'une telle obligation est poursuivi, veut exciper d'un défaut de cause ou de l'existence d'une cause illicite, il lui incombe de fournir la preuve. Attendu que la Cour d'Alger a souverainement constaté que BARANES n'a point prouvé que le bon de 10.000 francs eût été souscrit sans cause ou pour une cause illicite ; que dès lors en condamnant BARANES au paiement du bon litigieux loin de violer les articles 1131 et 1132, elle en a fait une juste application. Par ces motifs rejette... ».

Un chèque avait été rédigé de la manière suivante : « LYON, le 29 août 1892, francs 2.000. Crédit Lyonnais, Lyon. Payer au porteur ou à l'ordre de Madame F... la somme de 2.000 francs, signé V... » Ce chèque constituait-il un titre de créance valable au profit de Madame F..., contre le signataire ?

Le tribunal reconnaît d'abord que le chèque litigieux est nul en tant que chèque, faute de provision préalable et disponible déposée au Crédit Lyonnais par le souscripteur. En cela le jugement fait une exacte application des articles 1 et 2 de la loi du 14 juin 1865 concernant les chèques. Le tribunal ajoute que le billet dont-il s'agit ne serait davantage être considéré comme une lettre de change ou comme un billet à ordre à vue, parce qu'il ne réunit pas tous les éléments essentiels de la lettre de change ou du billet à

ordre, spécialement parce qu'il n'énonce pas l'époque à laquelle le paiement doit avoir lieu.

Cela posé, le tribunal pose la question en ses véritables termes. Ces effets de commerce, qui ne sont pas valables comme tels, peuvent du moins valoir comme simples promesses, dès lors il s'agissait de savoir si le billet litigieux constituait un titre de créance valable entre les mains de la bénéficiaire.

« Attendu dit le tribunal, qu'il est impossible de ne pas dire qu'il a consacré un engagement à la charge de V... envers la demoiselle F... Attendu, en effet, que V... en donnant l'ordre au Crédit Lyonnais de payer, soit au porteur, soit à la demoiselle F..., la somme de 2.000 francs, se reconnaissait implicitement débiteur de cette somme, tout paiement supposant nécessairement une dette et constituant le mode le plus régulier et le plus simple de libération. Attendu que cette induction tirée des termes même du chèque objet du procès, se fortifie des principes généraux du droit, en matière d'interprétations quelconques aux termes de l'article 1157 C. civil qui n'est que la consécration du bon sens et de la raison, doivent être interprétées plutôt sur le sens avec lequel elles peuvent avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elles n'en pourraient produire aucun... ».

Mais le signataire du billet se réfugiait sur le terrain de la non énonciation de la cause dans ce billet et il prétendait que celui-ci devait être nul comme ayant été

souscrit en raison de relations illicites entretenues avec la demoiselle F....

A cette prétention le tribunal répondit de la manière suivante : « Attendu, sur ce second point, que, il est aujourd'hui de doctrine et de jurisprudence constante que l'obligation dont la cause n'est pas exprimée est réputée en avoir une réelle et licite et que, dès lors, le débiteur est tenu au paiement, à moins qu'il ne prouve que la cause est illicite ou qu'il n'y en a aucune ; attendu, d'ailleurs qu'il faut tenir pour certain que les juges aient un pouvoir souverain d'appréciation pour décider d'après toutes les circonstances du procès si l'obligation arguée de nullité repose en réalité sur une cause illicite ». Or, le tribunal, usant de ce pouvoir d'appréciation, constate que l'obligation n'a dans l'espèce aucune cause illicite ou du moins que le sieur V... n'a pas fait la preuve de l'immoralité de son obligation, preuve qui lui incombait juridiquement.

En conséquence le jugement déclare la demoiselle F... créancière légitime de V... pour le montant du billet litigieux et de ses accessoires.

Grâce au pouvoir d'appréciation qu'ont les juges relativement à la cause il est arrivé plus d'une fois que l'article 1132 soit évité.

M. BOCHER avait assigné M. RAYMOND et M. GIEULES, son conseil Judiciaire, en paiement d'une obligation sous signature privée ainsi conçue : ce bon pour 90.000 francs payable à Charles BOCHER

ou à ses héritiers. Paris le 8 septembre 1870. Signé Raymond SEILLIERES. « Les défendeurs résistèrent à la demande en prétendant notamment que l'obligation du 8 septembre 1870 était nulle comme constituant une donation non revêtue de formes légales et en tout cas comme étant sans cause.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 14 mars 1893 débouta BOCHER de sa demande par le motif qu'il ne faisait pas la preuve, qui lui aurait incombé de la cause de l'obligation non exprimée dans l'acte.

Un arrêt de la cour de Paris, en date du 3 Juillet 1894, confirma par adoption de motifs la décision des premiers juges.

BOCHER se pourvut en cassation.

La cour suprême statua en ces termes : « Sur le premier moyen du pourvoi, vu l'article 1132 C. civ., attendu que, des dispositions de cet article, il résulte que toute obligation est présumée avoir une cause licite, bien que la cause n'en soit pas exprimée d'où il suit que la preuve contraire incombe au débiteur; attendu qu'en mettant à la charge du créancier la preuve de la cause de l'obligation et en rejetant sa demande à défaut d'avoir cette preuve l'arrêt attaqué a violé l'article de loi sus visé... casse ».

Malgré une jurisprudence bien assise qui interprète toujours comme une présomption légale l'article 1132, on peut remarquer que les juges ne se décident à

l'appliquer qu'après avoir fait prouver la cause de la dette, dans ce dernier procès le créancier n'y était pas arrivé, c'est pourquoi tant le tribunal que la cour d'appel on débouté le créancier de sa demande. Seulement, il arrive que la haute cour n'a pas les mêmes points de vue que la majorité des tribunaux et cours d'appels, et ce n'est pas la première fois que cela lui arrive dans cette matière, le même cas s'est présenté lors des réponses qu'on a donné relativement aux travaux préparatoires.

La cession d'une créance est parfaite entre les parties par leur consentement lorsqu'elle est faite à titre de vente (C. civ. 1583).

Si la convention, aux termes de l'art. 1132 C. civ., est valable quoique la cause n'en soit pas exprimée, le créancier cessionnaire est tenu de prouver qu'elle a une cause légitime.

(POUMEAU, C. DUPUY ET GRENIER) — ARRÊT)

LA COUR. — Attendu que suivant la règle édictée par l'art. 1583 du C. civ., la cession d'une créance est parfaite entre les parties par leur seul consentement lorsqu'elle est faite à titre de vente. — Attendu, en outre, qu'aux termes des dispositions générales de l'art. 1132 C. civ., la convention est valable quoique la cause n'en soit pas exprimée ; — Attendu que sui-

vant acte sous signatures privées, en date du 19 octobre 1893 enregistré, le sieur Grenier céda et transporta à Poumeau, la somme de 4.030 francs à prendre par priorité et préférence à lui-même sur le prix de son office d'avoué près le tribunal civil de Bergerac qu'il avait vendu à Pierre Vernède, suivant acte sous signatures privées du 25 septembre précédent ; que la cession consentie à Poumeau était faite à titre de vente, puisqu'il était formellement stipulé que Poumeau pourra toucher la somme cédée comme chose lui appartenant ; que, suivant exploit en date du 29 octobre 1893, Poumeau fit signifier la cession-transport à Vernède, débiteur cédé, conformément aux prescriptions de l'article 1690 C. civ. — Attendu que les premiers juges ont accueilli le contredit formé par Dupuy contre la collocation accordée à Poumeau dans le règlement provisoire, en fondant leur décision : 1° sur le défaut d'indication de cause dans l'acte de cession ; 2° sur l'insuffisance des énonciations de la signification du transport au débiteur cédé sur le 1° moyen. — Attendu que si aux termes de l'art. 1131 C. civ., l'obligation sans cause ne peut produire aucun effet, l'article 1132 dont les dispositions s'appliquent à la vente et à la cession transport, dispose que la cause n'est pas moins valable quoique la cause n'en soit pas exprimée ; que Poumeau est tenu de prouver, en dehors de l'acte du 19 octobre 1893 que la cession transport a une cause légitime. Attendu à cet égard

qu'il résulte des titres produits par l'appelant et de la reconnaissance de Grenier, débiteur cédant, que la cession transport du 19 octobre 1893 a pour cause légitime le règlement de la créance de Poumeau que le chiffre de la somme cédée représente en réalité le prix de la cession. — Attendu que Dupuy objecte vainement que Poumeau est demeuré nanti des titres constitutifs de sa créance ; — Attendu que cette circonstance n'atténue pas le caractère du contrat de cession transport ; que cette précaution s'explique d'une façon plausible, lorsqu'on considère que la somme cédée faisait partie intégrante du prix de la cession d'un office d'avoué dont la validité était subordonnée à l'agrément de la chancellerie.

Sur le 2^o moyen. — Attendu qu'aux termes de l'article 1690, le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur ; que par les formalités prescrites par l'article 1690. — Attendu qu'une satisfaction suffisante est donnée aux prescriptions de l'article 1690 lorsque le débiteur cédé est informé par la notification du transport, de l'existence de la cession, de ses conditions substantielles et spécialement du chiffre de la somme cédée ; qu'on ne saurait, sans méconnaître le texte formel de l'article 1690, exiger pour la notification du transport, des énonciations plus étendues que celles qui suffisent : assurer la validité de l'acte de transport lui-même.

Par ces motifs, donne défaut contre Grenier défaillant, et disant droit de l'appel interjeté par Poumeau du jugement rendu par le tribunal de Bergerac, le 9 août 1895, infirme le dit jugement ; — Emendant, déclare Dupuy mal fondé dans son contredit ; dit qu'il y a lieu, en ce qui concerne Poumeau, de maintenir la collocation accordée à ce dernier par le règlement provisoire, etc.

Du 23 février 1896, Cour de Bordeaux, 2^e chambre, MM. Olive, président ; Valler, avocat général ; Roy de Clotte et Chantrou, avocat.

C'est le dernier arrêt que nous avons trouvé concernant l'article 1132 ; on peut se rendre compte qu'on l'applique de moins en moins, si la cour a donné raison à l'appelant ce n'est pas à cause de l'article 1132 ; c'est, puisqu'il résultait des titres produits par l'appelant, et de la reconnaissance du débiteur cédant, que la cession transport avait pour cause légitime le règlement de la créance et que le chiffre de la somme cédée représentait en réalité le prix de la cession.

Vu par le Professeur
Président de la Thèse
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :
Le doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer ;
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
I	
Historique de la cause et du billet non causé	3
II	
Les traditions.	45
III	
Arguments de principes	69
IV	
Arguments de texte.	81
V	
Interprétation de l'article 1132.	97
VI	
Le contrat abstrait	133
VII	
Législation comparée	131
VIII	
Jurisprudence.	139

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

